

**De l'Interprétation par la Jurisprudence
des Cas dans lesquels la Recherche
de la Paternité Naturelle est autorisée
par la Loi du 16 Novembre 1912**

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le MERCREDI 11 MARS 1931, à 14 heures

PAR

PAUL COISSAC

MM. JULIOT DE LA MORANDIÈRE, *Président*

CASSIN
ESCARRA { *Suffragants*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1931

**De l'Interprétation par la Jurisprudence
des Cas dans lesquels la Recherche
de la Paternité Naturelle est autorisée
par la Loi du 16 Novembre 1912**

**De l'Interprétation par la Jurisprudence
des Cas dans lesquels la Recherche
de la Paternité Naturelle est autorisée
par la Loi du 16 Novembre 1912**

**Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le MERCREDI 11 MARS 1931, à 14 heures**

PAR

PAUL COISSAC

MM. JULIOT DE LA MORANDIÈRE, *Président*

**CASSIN
ESCARRA** { *Suffragants*

**ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e**

1931



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

La famille légitime se fonde sur l'acceptation libre et réciproque par l'époux et l'épouse, le père et la mère, de devoirs définis. Dans les unions hors mariage, les amants réservent chacun leur liberté, par cela même, ils répudient implicitement tout ou partie de ces devoirs. Désireux de se soustraire aux obligations commandées par le sentiment public de la morale, ils dissimulent leurs actes de manière à en éviter les suites sociales ; et la famille naturelle prend ainsi un caractère plus ou moins occulte.

La filiation paternelle illégitime se trouve être alors doublement occulte. A l'incertitude inhérente à toute paternité s'ajoute l'incertitude résultant de ce qu'en l'absence de mariage la mère n'est liée par aucun devoir de fidélité. Par suite, l'amant n'entend nullement accepter la paternité de l'enfant qui pourra naître de sa maîtresse.

Pour cette raison, le code civil s'était résolu à ignorer la paternité naturelle à moins que le père naturel n'affirmât par une reconnaissance authentique sa volonté d'en assumer les devoirs (art. 340, ancien et 334). Cette règle comportait une exception. Dans le cas d'enlèvement de la mère, la paternité du ravisseur pouvait être déclarée malgré lui et produisait alors toutes les conséquences de la

paternité hors mariage. C'était en quelque sorte une peine privée.

Cette solution rigoureuse pour la femme conduisait souvent à des résultats choquants, parfois injustes.

Depuis 1845 les efforts de la Jurisprudence et de l'opinion publique, l'une n'étant sans doute que le reflet de l'autre, tendirent à obtenir du législateur que la prohibition légale fût abrogée. Après bien des vicissitudes, ces buts étaient atteints par la loi du 16 novembre 1912.

Evolution de la jurisprudence. — Jusqu'en 1845, la jurisprudence appliqua strictement l'ancien art. 340. Elle repoussa, non seulement toute action en déclaration de paternité, mais encore toute demande dont la solution comporterait en fait préjugé d'une question de paternité. Et en effet, l'attribution à la femme des dommages-intérêts implique inévitablement reconnaissance juridique de la paternité du défendeur ; celle-ci, dit un arrêt : cass. 26 mars 1806, S. Chr. 1806. 1. 228, étant indivisible, un homme ne peut être père pour un cas et ne pas l'être pour un autre cas.

C'est exact, mais cette interprétation trop rigide tolérait de graves injustices ; contre elle de jour en jour les protestations se faisaient plus vives, l'opinion publique s'en alarmait. Marcadé conseillait aux magistrats « d'admettre les choses en écartant les mots et d'attribuer consciencieusement à la victime toute la réparation nécessaire sans rien écrire dans les pièces de procédure et surtout dans le jugement qui contienne une attribution de paternité, l'art. 340 ne le permettant pas ».

La Cour de Cassation entendit ces avis. Par un arrêt du 21 mars 1845 rompant avec la jurisprudence alors établie elle laissait aux tribunaux champ libre pour admettre

toutes les demandes en dommages-intérêts pour cause de séduction et toutes les demandes de pensions alimentaires pour les enfants naturels.

Son argumentation est la suivante :

« Attendu qu'il ne s'agissait pas devant la Cour de chercher quel était le père de l'enfant dont la dlle B. était accouchée. Que l'enfant étranger à ce débat, ne peut en aucun cas ni souffrir, ni profiter de la décision intervenue. Que l'unique question est celle du préjudice causé à la Dlle B. par le sieur L.; attendu qu'il est constaté par l'arrêt que le sieur L. a abandonné la dlle B. après l'avoir séduite, qu'il est la seule cause du préjudice qu'elle éprouve ; que c'est avec raison que l'arrêt attaqué a fait application de l'art. 1.382 C. C. »

Ce raisonnement ne nous paraît pas inattaquable, loin de là. Il n'a pas la logique de celui de l'arrêt de 1806, mais il répond à une nécessité.

Il fut le point de départ de toute une évolution jurisprudentielle qui nous mène jusqu'au seuil de la loi nouvelle. Evolution timide au début, mais de jour en jour plus hardi au point d'en arriver à des solutions équitables peut-être, mais parfois difficiles à légitimer en droit.

Ainsi, certains tribunaux élargissant à l'excès la notion de faute en matière de séduction, admettaient en toute circonstance la femme à réclamer des dommages-intérêts. L'homme pouvait seulement s'exonérer de sa responsabilité en prouvant que c'était lui, au contraire, qui avait été séduit par la femme. S'il ne parvenait pas à faire cette preuve difficile, il était condamné.

Au premier rang de cette jurisprudence d'avant-garde on n'est pas surpris de trouver « le bon juge » de Châtea-Thierry.

T. C. Seine, 27 décembre 1904. *Le Droit*, 16 février 1908.

T. C. Gray, 5 juin 1902.

P. 1903, p. 97.

A la veille de la loi de 1912, voici donc quelle était la situation.

Dans un seul cas, celui de l'enlèvement, l'enfant naturel était admis à faire constater judiciairement sa filiation paternelle. Dans tous les autres, l'enfant lui-même ne pouvait s'adresser aux tribunaux qui l'ignoraient. Mais, sous certaines conditions, la mère pouvait réclamer des dommages-intérêts à son séducteur pour le préjudice que lui avait causé la séduction. En règle normale, la jurisprudence exigeait, pour l'attribution des dommages-intérêts, la preuve par la femme qu'elle avait été victime d'une séduction dolosive, dûe à des manœuvres frauduleuses, soit abus d'autorité, soit contrainte morale, soit promesse de mariage.

D'après une jurisprudence plus récente même, les prétentions de la mère pourraient être admises toutes les fois que celle-ci peut établir la séduction, sans qu'il soit besoin de prouver les manœuvres dolosives.

De plus, toutes les fois que le séducteur a promis à la mère de subvenir aux besoins de l'enfant, la jurisprudence ratifie cet engagement. Il n'est pas nécessaire (et ceci est important) que cette promesse soit expresse, elle peut être tacite et les tribunaux la déduisent de l'attitude qu'a eue le père, soit pendant la grossesse, soit après l'accouchement.

Enfin, la plupart des condamnations s'analysent en une somme à payer immédiatement à la mère et en une indemnité mensuelle à lui servir, indemnité qui présente tous les caractères d'une pension alimentaire pour l'enfant, puisqu'elle est en général fournie jusqu'à sa majorité, et varie suivant le nombre des enfants nés de la séduction.

On mesure le chemin parcouru depuis l'arrêt de 1806.

Une jurisprudence aussi audacieuse (audacieuse par référence au texte légal) devait, en conséquence, s'appuyer moins sur des arguments de droit que sur l'opinion publique tout entière.

Et, en effet, au cours du XIX^e siècle, la cause des filles-mères trouva des partisans de plus en plus nombreux. Les littérateurs, les philosophes, les moralistes s'emparèrent de la question. La presse lui donna la publicité nécessaire. L'Eglise fit en la circonstance cause commune avec les socialistes. La prohibition de l'art. 340 réalise contre elle-même l'union des partis. On empruntait des exemples à la chronique judiciaire ; on les dramatisait et les arguments se multipliaient. L'on disait : l'homme assuré de l'impunité multiplie ses entreprises. La femme délaissée, trop pauvre pour élever l'enfant, l'abandonne ou le fait disparaître. Elle-même, de déchéance en déchéance va parmi les filles publiques chercher un suprême refuge. L'enfant, s'il survit, livré sans éducation morale à ses instincts est une recrue pour l'armée du crime et de la débauche.

Et ainsi quintuplement néfaste, la prohibition légale était la cause dominante de l'abaissement de la moralité, de la mortalité infantile, de l'infanticide, de la prostitution et de l'enfance criminelle. Et grâce aux statistiques tout ceci était démontré chiffres en mains.

Les législations voisines plus libérales que la nôtre traçaient la route à suivre.

En face de ces formidables arguments combien paraissaient faibles les objections présentées : difficultés de la preuve, crainte du scandale, tous arguments vieillots et périmés.

Ce mouvement d'opinion publique atteint son apogée

vres la fin du XIX^e siècle. Lorsqu'il eût raison des dernières résistances on aurait pu s'attendre à une loi nouvelle extrêmement libérale. Il n'en fut rien.

Les parlementaires ayant peu de foi dans les statistiques, assez sceptiques et non sans raison sur les effets désastreux de l'ancien art. 340 et par suite sceptiques aussi sur les résultats moraux de la réforme demandée, lorsqu'ils se décidèrent à admettre cette réforme, ils le firent dans un tout autre état d'esprit.

La loi du 16 novembre 1912. — La proposition Rivet-Béranger déposée au Sénat le 28 février 1905, et qui devint la loi du 16 novembre 1912 fut précédée de plusieurs propositions semblables.

En 1878 : proposition Béranger fut repoussée.

En 1883 : proposition Rivet qui ne fut pas discutée.

En 1900 : un rapport de M. Viviani eut le même sort.

En 1903 : il en fut de même de la proposition Sembat, qui, envoyée à une commission de réforme judiciaire n'en revint jamais.

Dans quel état d'esprit fut élaborée la loi de 1912

De la lecture des travaux préparatoires se dégage l'impression suivante : il semble que la préoccupation dominante des orateurs a été de rassurer les pères naturels en leur promettant qu'ils n'auraient pas trop à souffrir de la loi nouvelle : « Il n'y a pas lieu de s'effrayer, a déclaré le Ministre de la Justice ; même dans les cas dont j'ai parlé si précis, si rigoureux, si décisifs soient-ils, la réalité de la paternité ne s'impose pas au juge. M. Béranger a

employé une expression juridique excellente en disant qu'il y avait là simplement des présomptions d'admissibilité ».

« Trop souvent, dit à son tour le rapporteur, on se heurtera à l'impossibilité de faire la preuve d'un des cas dans lesquels la loi d'une façon rigoureuse renferme la recevabilité de l'action. »

Ce que la loi a voulu faire c'est moins autoriser un enfant à rechercher sa filiation paternelle que permettre de constater une paternité existante et tellement avérée qu'elle s'impose au juge.

« ...D'après notre projet et avec les précautions que nous prenons, il nous semble que la recherche de la paternité ou plutôt la constatation judiciaire de la paternité sera souvent plus facile qu'on ne le croit. » (discours du Rapporteur au Sénat, 8 juin 1910).

Il dit ailleurs...

« Nous n'admettons comme pouvant constituer une preuve de paternité naturelle que certaines présomptions bien limitées, tirées de faits précis et absolument significatifs sur la *matérialité* desquels il sera relativement facile de faire la lumière. »

Il est donc incontestable que la loi du 16 novembre 1912 a été conçue dans un esprit restrictif.

Il importait de dégager ce caractère restrictif, car il fournit un critérium commode. Lorsque l'imprécision d'un texte légal ne permet pas son application à un cas d'espèce, le Tribunal doit se référer pour rendre sa décision à la pensée probable du législateur. Le nouvel article 340 devait donc être interprété restrictivement, le doute devait profiter au défendeur.

Remarquons bien toutefois qu'il n'y avait là pour la jurisprudence aucune obligation. La recherche de paternité

est permise, les cas de recevabilité n'ont pas un caractère exceptionnel (rejet de l'amendement Richard en ce sens) mais l'esprit restrictif de leurs rédacteurs est suffisamment net pour constituer une indication. La jurisprudence a volontairement négligé cette indication et a élargi assez fortement le domaine du nouvel article 340.

Texte de la loi du 16 novembre 1912

Art. 1^{er}. L'art. 340 du C. C. est remplacée par les dispositions suivantes :

« La paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée :

1°. — Dans le cas d'enlèvement ou de viol, lorsque l'époque de l'enlèvement ou du viol se rapportera à celle de la conception.

2°. — Dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesses de mariage ou de fiançailles, et s'il existe un commencement de preuve par écrit dans les termes de l'art. 1.347.

3°. — Dans le cas où il existe des lettres ou quelque autre écrit privé du père prétendu et desquelles il résulte un aveu non équivoque de paternité.

4°. — Dans le cas où le père prétendu et la mère ont vécu en état de concubinage notoire pendant la période légale de la conception.

5°. — Dans le cas où le père prétendu a pourvu ou participé à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en qualité de père. L'action en reconnaissance de paternité ne sera pas recevable :

1°. — S'il est établi, que, pendant la période légale de

la conception la mère était d'une inconduite notoire ou a eu commerce avec un autre individu.

2°. — Si le père prétendu était, pendant la même période, soit par suite d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique d'être le père de l'enfant.

L'action n'appartient qu'à l'enfant. Pendant la minorité de l'enfant, la mère même mineure a seule qualité pour l'intenter.

Elle devra, à peine de déchéance, être intentée dans les deux années qui suivront l'accouchement.

Toutefois, dans les cas prévus aux § 4 et 5 ci-dessus l'action pourra être intentée jusqu'à l'expiration des deux années qui suivront la cessation soit du concubinage, soit de la participation du prétendu père à l'entretien de l'enfant.

A défaut de reconnaissance par la mère, ou si elle est décédée, interdite ou absente, l'action sera intentée conformément aux dispositions de l'art. 389.

Si l'action n'a pas été intentée pendant la minorité de l'enfant, celui-ci pourra l'intenter pendant toute l'année qui suivra sa majorité.

2 L'art. 39, § 1 de la loi du 29 juillet 1881 est complétée par les mots : « ainsi que des débats des procès en déclaration de paternité ».

3 Le § 2 de l'art. 400 C. P. est complété par les dispositions suivantes :

« La même peine pourra être appliquée par le Tribunal civil saisi d'une demande en déclaration de paternité au demandeur convaincu de mauvaise foi. L'interdiction de séjour pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus dans un rayon déterminé, pourra en outre être prononcée dans ces derniers cas. »

4 La présente loi est applicable à l'Algérie et dans les autres possessions françaises. Le pouvoir local, en promulguant la loi, aura néanmoins le droit de dire qu'elle ne s'appliquera qu'au seul cas où la mère et le père prétendu seront de nationalité française ou appartiendront à la catégorie des étrangers assimilés aux nationaux français.

*La loi nouvelle rapprochée de l'action accordée
antérieurement par la jurisprudence*

Ce rapprochement nous suggère trois remarques principales :

1°. — Liberté du juge. — Dans l'une comme dans l'autre action, le juge reste toujours entièrement libre. La condition d'ouverture si bien établie soit-elle n'entraîne pas l'admission nécessaire des prétentions du demandeur. La loi de 1912 se borne à dire que la paternité naturelle *peut* être déclarée dans les cas qu'elle détermine.

2°. — Conditions de recevabilité. — Les conditions de recevabilité telles que les concevait la jurisprudence ancienne ont été modifiées dans un sens à la fois extensif et restrictif.

Extensif, puisqu'aux trois conditions existantes : l'enlèvement, la séduction dolosive et la participation par le père à l'entretien de l'enfant, on a ajouté ou plus exactement on a érigé en cas d'ouverture distincts, l'aveu écrit et le concubinage notoire.

Par contre, on a rendu la preuve à faire plus difficile en exigeant dans toutes les hypothèses de la séduction dolosive un commencement de preuve par écrit et en exi-

geant que le père prétendu ait pourvu à l'entretien de l'enfant « en qualité de père ».

3 Effet des deux actions. — C'est en ce qui concerne les effets des deux actions que se manifestent les différences profondes qui les séparent. L'une est une action en dommages-intérêts à base délictuelle, l'autre une action en déclaration de paternité une action d'état.

Et aujourd'hui encore elles conservent l'une et l'autre une vie indépendante.

La jurisprudence antérieure à 1912 ignorait l'enfant. La loi de 1912 ignore la mère. L'action appartient à l'enfant seul, la mère n'intervient que pour le représenter. S'il réussit, sa filiation paternelle constatée judiciairement produit les mêmes effets qu'une reconnaissance authentique émanant du père. Il prend le nom de celui-ci et devient son héritier réservataire.

Ces effets exorbitants expliquent la prudence du législateur et la rendent même nécessaire.

Et, pour cette raison la loi de 1912 nous paraît peu satisfaisante. Il eut été moins dangereux de rendre plus facile la recherche de paternité que de lui donner ces effets exagérés.

Quoi qu'il en soit, c'est l'art. 340 ainsi modifié qui régit actuellement la matière, et c'est lui seul qu'il faut considérer. En présence de ce texte qu'allait faire la jurisprudence ? Toute disposition légale renfermant une part plus ou moins grande d'imprécision, il lui appartient de l'interpréter. Et, dans le cas présent, on pouvait concevoir qu'elle s'orientât en deux sens différents. S'attachant à la lettre du texte elle aurait pu tout d'abord exiger rigoureusement pour admettre l'action, la réunion des conditions déterminées dans l'art. 340. Soucieuse, au contraire d'étendre le domaine d'application de la loi elle aurait

pu, s'inspirant en outre sur certains points des décisions rendues avant 1912, diminuer les difficultés de la recevabilité de l'action, et se contenter de preuves plus faciles à faire mais ne présentant pas les caractères de sûreté de netteté et de décision qu'avaient voulu imprimer à ces preuves, les auteurs de la loi.

Il nous a paru utile de rechercher laquelle de ces deux attitudes fut choisie par la jurisprudence. Et, en effet, la position prise à cette matière par les Tribunaux est souvent difficile à dégager. Par nature, la jurisprudence est quelque chose d'essentiellement variable. C'est un ensemble de décisions qui se modifient, se complètent, se transforment et tout ceci ne va pas sans parfois des contradictions.

Lorsqu'une jurisprudence évolue, il est intéressant de découvrir à quel stade de son évolution elle est, à l'heure actuelle, parvenue. Lorsqu'arrêts et jugements se contredisent, il est utile de distinguer quelle est la tendance dominante, et si cette tendance est conforme aux règles générales du droit.

C'est cette nécessaire mise au point de la jurisprudence qui fait l'objet de notre étude.

Nous n'avons pas jugé indispensable d'examiner de la sorte, les différentes règles de procédure édictées par la loi. Nous avons préféré nous limiter aux conditions de recevabilité de l'action, maitère moins rigide parce que plus vivante, et par conséquent plus susceptible de refléter sur un point particulier les tendances sociales et morales d'une époque.

Nous nous bornerons donc à dégager l'interprétation donnée par la jurisprudence aux différents aux dires des-

quels la recherche de la paternité a été autorisée par la loi du 16 novembre 1912.

Sur les 5 cas prévus, nous laisserons de côté le premier : l'enlèvement, car il n'a fait jusqu'à présent l'objet d'aucune décision jurisprudentielle, et nous passons en revue les 4 autres cas de recevabilité : la séduction, l'aveu écrit ; 3° le concubinage notoire, 4° la participation du père à l'entretien de l'enfant.

CHAPITRE PREMIER

Séduction dolosive

L'art. 340, al. 2, dispose : (... la recherche de la paternité est autorisée...) dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus de d'autorité, promesses de mariage ou de fiançailles, et s'il existe un commencement de preuve par écrit dans le sens de l'art. 1.347.

SECTION I

Fondement

§ 1. — L'idée générale qui sert de base au 2^e cas de recevabilité de l'action est la suivante :

Le consentement de la femme n'a pas été libre parce qu'on a usé à son égard soit de violence, soit de tromperies.

§ 2. — En employant ainsi, pour accomplir la séduction, des manœuvres délictuelles, l'homme a commis une

faute, et il doit être tenu pour responsable des conséquences de cette faute. C'est en réalité le fondement que la jurisprudence antérieure à 1912 donnait à l'action qu'elle autorisait. Et ceci ne peut surprendre puisque le § 2 de l'art. 340 est issu directement de cette jurisprudence.

Cependant, si l'on comprend fort bien que l'action qui permettait à la mère de réclamer une indemnité pour le préjudice qui lui a été causé soit fondée sur l'art. 1.382, sur la faute du séducteur, faute qui pouvait être une simple imprudence, on s'explique assez mal que le même fondement ait été conservé à une action d'état permettant à un enfant de découvrir les liens de filiation qui le rattachent à son père.

Quand on arrive à l'absolue certitude que le défendeur après la séduction même non dolosive de la femme est bien le père naturel de l'enfant, pourquoi refuser de constater cette paternité sous prétexte que le père n'a pas commis de faute.

Lorsque sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, certaines décisions ont admis que toute séduction serait-elle exempte de dol, constituaient une faute de la part de l'homme, elles donnaient à l'idée de faute son véritable sens. C'est donc à ces décisions, bien qu'elles fussent en minorité que la loi nouvelle devait se référer.

Celle-ci au contraire tout en conservant l'ancien fondement lui a apporté de considérables restrictions.

Les rédacteurs du texte voulurent y introduire des éléments qui accentuent la gravité de la faute du séducteur, et obsédés par la crainte de chantage possible, ils s'efforcèrent surtout de rendre plus facile la constatation de cette faute.

Et c'est ainsi qu'ils exigèrent, non seulement que la séduction fut accompagnée de dol et pourtant c'était déjà

ajouter à l'idée de faute, la nécessité d'une intention coupable de la part du séducteur, mais ils exigèrent encore qu'elle fut accompagnée de manœuvres dolosives. Et le terme de « manœuvres » implique l'existence d'actes « matériels » aisément contrôlables (v. page 7). Les rédacteurs de la loi se cantonnent volontairement dans le domaine des faits, plus étroit, mais plus sûr que le domaine psychologique.

Ainsi précisée l'absence de liberté du consentement reste nécessaire.

Cour de Douai, 19 mars 1929. (*Rec. Douai* 1929, 181).

« ... le consentement n'a pas été pleinement conscient ni entièrement libre. »

Et voici sa principale conséquence :

Cour de Paris, 25 février 1921. *Gaz. Trib.*, 17 juillet 1921.

« ... Lorsque les relations invoquées par la demanderesse n'ont été que la suite d'une faiblesse commune et d'un entraînement réciproque, la demande doit être rejetée. »

Même solution dans un arrêt de la Cour de Paris, 17 déc. 1930, *D.* 1921, 2-59.

Si même la séduction, en dehors de toute manœuvre dolosive, n'a pu réussir qu'en raison de la faiblesse d'esprit de la fille séduite elle ne peut donner ouverture à l'action prévue par la loi.

Grenoble, 20 novembre 1923, (*Rec. Grenoble* 1924, 47.

B. c/dlle G.

Deux choses étaient prouvées : 1° l'existence de relations intimes entre B. et Mlle G. ; 2° la faiblesse d'esprit de Mlle G. « Mais, ajoute l'arrêt, aucun fait n'est constitutif d'une manœuvre quelconque employée par B. pour

arriver à ses fins. Au contraire, Mlle G. a déclaré qu'elle s'était volontairement livrée à B., qui n'a usé ni de violence ni de contrainte.

Il en résulte que si la faiblesse d'esprit de l'intimée a facilité la séduction, si l'appelant a complètement manqué de sens moral, il n'a pas commis la séduction dolosive sur laquelle la demande est fondée.

SECTION II

Les Manœuvres dolosives

§ 1. — *En quoi consistent les manœuvres dolosives*

L'art. 340, al. 2, en cite trois : l'abus d'autorité, les promesses de mariage et de fiançailles.

A. *L'abus d'autorité*. — C'est le fait pour un homme de profiter de l'ascendant que lui confère sa situation pour séduire une femme placée sous sa direction.

1°. — Il est donc nécessaire qu'il y ait entre le séducteur et la femme séduite un lien plus ou moins étroit de subordination.

2°. — Il faut encore que l'homme ait abusé de l'autorité qu'il détenait.

C'est ce qui ressort de l'examen de l'arrêt suivant :

Douai, 19 mars 1929. (*Rec. Douai* 1929, 181.)

« ... Attendu que ces relations ont commencé alors que la Dlle B., alors sortie de pension depuis peu n'avait que 16 ans et était sans expérience de la vie, tandis que T. était âgé de 40 ans.

... A cette différence d'âge s'ajoutait la différence des situations sociale et de fortune ; à supposer que la Dlle B. employée comme dactylographe aux Régions libérées, n'ait pas été sous la *dépendance directe* de T., agent administratif, ils appartenaient cependant tous deux aux mêmes services dans des conditions telles que la Dlle B. a pu considérer qu'elle était *au moins dans une certaine mesure* sous l'autorité de T. ; elle a pu être assurée qu'un refus opposé par elle aux entreprises de ce dernier pourrait avoir pour elle simple subalterne, des conséquences préjudiciables ; il résulte d'ailleurs bien des documents de la cause que T. avait sur elle un certain ascendant. »

1°. — On remarque combien l'arrêt est peu affirmatif en ce qui concerne la rigueur du lien de subordination entre la jeune fille et son séduction. Il ne se borne pas à ce qui devrait être la simple constatation d'un fait mais il explique comment la Dlle B. a pu se croire sous l'autorité de T.

Il eût été logique d'affirmer en premier lieu l'existence de cette autorité, puis d'énoncer les manœuvres dolosives, l'ensemble constituant la séduction par abus d'autorité. Au contraire, l'arrêt motive sa décision en s'appuyant tout d'abord sur le fait pour T. d'avoir profité du jeune âge de la jeune fille, de son inexpérience et de l'infériorité de sa situation sociale par rapport à la sienne.

Et ceci est tout à fait conforme à l'esprit de la loi. La jurisprudence antérieure à 1912 accordait des dommages-intérêts à la fille séduite lorsque la séduction n'avait eu lieu qu'en raison de son extrême jeunesse et de son inexpérience. La loi n'a pas confirmé cette jurisprudence, mais l'arrêt précité s'en inspire d'autant plus nettement qu'il a repoussé l'action en recherche de paternité pour admettre

l'action délictuelle en dommages-intérêts. Le commencement de preuve par écrit se référant seulement aux relations intimes ne remplissait pas les exigences de l'art. 340-2° (voir *supra*). Mais l'arrêt aurait-il admis l'application de la loi de 1912 qu'il n'eut pas été motivé autrement.

Par contre, celui-ci nous semble assez mal inspiré lorsqu'il s'appuie pour caractériser la séduction par abus d'autorité sur la différence de fortune entre la jeune fille séduite et l'auteur de la séduction. Celui qui par l'appât d'une somme d'argent amène une femme à se livrer à lui accomplit, sans doute, un acte moralement répréhensible mais non une manœuvre dolosive. La volonté de la femme était libre ; c'est un choix qu'elle a fait en connaissance de cause. Il n'y a pas là de séduction dolosive et à plus forte raison séduction par abus d'autorité.

2 D'une façon générale, on ne met pas suffisamment en lumière que la seule existence de relations intimes entre un patron et son employée ne suffit pas à prouver la séduction par abus d'autorité. Des manœuvres dolosives sont nécessaires et ce sont elles qui donnent à la séduction son véritable caractère.

Douai, 19 mars 1929 précité.

Cass. Ch. Civ., 1^{er} février 1921, D. 1923, 1-57.

Au contraire un autre arrêt :

Nîmes, 12 décembre 1917 (Loi 5 novembre 1918.)
dit très nettement : « Il n'y a séduction que si la mère a cédé à la force, à une contrainte morale. »

L'expression « contrainte morale » est une expression générale qui englobe toutes les hypothèses de valeur et dont l'abus d'autorité n'est qu'un cas particulier.

L'art. 340, al. 2, prévoit encore la séduction par :

B. — *Promesses de mariage ou de fiançailles.*

Le séducteur doit avoir promis le mariage sans intention de le réaliser, et dans le but d'amener la jeune fille à s'abandonner à lui.

1°. — *Nécessité d'une promesse de mariage ou de fiançailles.* — Cela paraît être l'évidence même ? Toutefois, dans certains cas, il n'est pas possible de rapporter la preuve d'une promesse formelle de mariage, et cependant de l'ensemble des faits de la cause se dégagent des indices et des présomptions permettant aux magistrats de conclure nettement à une séduction dolosive très voisine de la séduction dolosive par promesse de mariage. Peuvent-ils le faire ? La Cour de Cassation l'affirme et voici son raisonnement,

Ch. Requête, 5 juillet 1917, G. Pal., 1916-17, p. 864.

Meister c/ Dlle Gros

« Si, au terme de l'art. 340, al. 2, la paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, dans le cas de séduction dolosive accomplie à l'aide de manœuvres dolosives: abus d'autorité, promesse de mariage ou de fiançailles, l'énumération de ces moyens frauduleux donnée à titre d'indication ne limite aucunement le pouvoir laissé aux juges de déterminer les actes constituant sous quelque forme qu'ils se présentent « la manœuvre dolosive ».

« En conséquence ils donnent une base légale à leur décision lorsqu'après avoir déclaré la demande recevable comme fondée sur un commencement de preuve par écrit et sans constater l'existence d'une promesse formelle de mariage, ils retiennent toute une série d'agissements im-

putés au défendeur pour en déduire qu'il a séduit la demanderesse à l'aide de manœuvres dolosives tendant à faire naître chez elle l'espérance d'un mariage qu'il n'avait pas l'intention de réaliser. »

Il est exact en effet que l'énumération de l'art. 340 n'est pas limitative et l'on cite toujours à ce sujet cette phrase extraite du rapport à la Chambre « ce qu'il faut retenir du texte c'est la très large interprétation qui doit être donnée à la formule « manœuvres dolosives ». Les termes, abus d'autorité, promesse de mariage ou de fiançailles, n'en sont que le commentaire sous la forme d'une énumération purement indicative ».

Mais pour bien comprendre le sens de cet arrêt, il faut soigneusement distinguer les quatre situations susceptibles de se présenter :

1) Il y a une promesse de mariage formelle et écrite.

Dans ce cas, pas de difficulté, l'écrit présenté sert non seulement de commencement de preuve mais encore de preuve complète de la promesse de mariage alléguée.

2°) Il y a une promesse de mariage formelle mais verbale.

Celle-ci ne peut être prouvée qu'à l'aide d'un commencement de preuve par écrit, qui fasse allusion à cette promesse, la rende vraisemblable, et complète lui-même par témoin ou par présomption.

3) Il n'y a pas de promesse de mariage clairement formulée. Le commencement de preuve par écrit fait une allusion imprécise à une promesse de cette nature. Mais ni les témoignages ni les présomptions ne sont venus confirmer son existence. Dans ce cas la demande doit être déclarée irrecevable.

4) *Situation*. — C'est celle prévue par l'arrêt ci-dessus;

elle est toute différente des autres. Il n'y a pas de promesse de mariage.

Le séducteur s'est trouvé à faire entrevoir à la jeune fille la perspective d'un mariage possible entre eux. Sans le lui promettre expressément, il a agi de telle sorte que la femme a cru fermement à la réalisation de ce qui n'était encore qu'un projet. Et ainsi il apparaît clairement des circonstances de la cause que ces agissements ont été la cause déterminante de la séduction. C'est pour cette raison que l'arrêt attaqué ayant vu dans cette série d'agissements du défendeur, une manœuvre dolosive justifiait l'action ne peut être cassé par défaut de base légale.

D'ailleurs, une manœuvre dolosive de cette nature n'est pas très éloignée en fait, de la promesse de fiançailles, pourtant spécialement prévue par le législateur, et il suffit pour s'en rendre compte de rapprocher les deux hypothèses.

Cour de Cassation (*Req.*, 9 décembre 1930). *G. Pal.*, 17 janvier 1931.

Arrêt attaqué, *Limoges*, 5 mars 1929.

« Il résulte d'une nombreuse correspondance que G. avait fait à la Dlle A. une promesse formelle de mariage, la qualifiant dans sa lettre de « fiancée », appellation qu'il a maintenue pendant tout le cours de cette correspondance, où sont examinées conditions d'intérêt et date possibles de célébration du mariage ; l'arrêt déclare que c'est « à la faveur » de cette promesse que G. a noué et entretenu avec la Dlle A. des relations intimes qu'il a poursuivies pendant toute la période légale de la conception, pour ne rompre que sous le prétexte de questions d'intérêt et sans jamais avoir critiqué la conduite de sa fiancée ; reconnaissant ainsi d'après la correspondance

analysée et les circonstances, que la seule cause des relations intimes a été la promesse de mariage, l'arrêt attaqué a constaté la séduction au vœu de l'art. 340, § 1, n° 2 C. C. et a ainsi justifié sa décision.

Nous avons relevé l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 5 juillet 1917, surtout pour mettre en valeur le libéralisme en cette matière de la jurisprudence. Et, du point de vue pratique, humain, sa solution est juste.

Mais, la tendance des Cours d'Appel semble plus stricte : voici un arrêt récent :

D'autre part, lorsqu'il est affirmé que la séduction a été réalisée à l'aide de promesses de mariage, le juge doit se montrer particulièrement rigoureux en ce qui concerne l'admissibilité de la preuve.

§ 2. — *Nécessité d'un lien de causalité entre les manœuvres dolosives et les relations intimes.*

Cette exigence d'une relation de cause à effet entre les manœuvres dolosives (notamment les promesses de mariage) et la séduction est admise par la jurisprudence dans son unanimité.

« Il est nécessaire que les promesses de mariage, si elles ont été faites, l'aient été dans le but d'aboutir à des relations intimes et en aient été la cause déterminante. »

Telle est la formule contenue dans un jugement du T.C. Bourg, 30 novembre 1922, G. P. 1923, 1, 34. et que l'on rencontrerait avec de légères variantes dans la plupart des autres arrêts, notamment :

T. C. Brioude, G. Pal., 1913, 2, 320.

T. C. Châteauroux, 19 décembre 1923. D. 1924, 1, 38.

Les tribunaux se réservent d'ailleurs le droit d'appré-

cier si les promesses ont déterminé ou non les relations intimes.

Cf. Colmar, précité.

Et tous écrits qui n'indiquent pas nécessairement une promesse *formelle*, qui n'excluent pas toute méprise non sur le fait même de la paternité, mais seulement sur le fait de la *séduction*, mais qui ne permettent pas de constater que ce sont les manœuvres séductrices, les promesses, qui ont valu à l'homme de triompher de la femme sont à rejeter. »

Il arrive que leurs opinions diffèrent dans des espèces pourtant très analogues.

C. de Besançon, 23 mars 1914. G. P., 1914, 1, 725.

La Cour approuve les premiers juges (T. C. Saint-Claude, 23 juillet 1913) d'avoir écarté le moyen tiré de la séduction dolosive « ... car il n'est pas suffisamment démontré que la chute de l'intimée (âgée de 20 ans) qui avait résisté 2 ans aux obsessions de l'appelant ait été provoquée par promesse de mariage, fiançailles, abus d'autorité ».

La Chambre des Req., 5 janvier 1925, D. H. 1925, 41.

Sur arrêt de la Cour de Nancy du 23 juin 1920, dit à son tour : « ... des lettres émanées du père prétendu résultent de la part de celui-ci des promesses de mariage sans cesse renouvelées qui ont triomphé au bout de 2 ans de la résistance de la jeune fille et ont été la cause déterminante des relations intimes qui se sont établies entre eux ».

La résistance de la femme est, nous le voyons, diversement interprétée. Pour la Cour de Besançon, les promesses n'étaient sans doute pas déterminantes puisque la jeune fille a résisté 2 ans. Elle aurait pu continuer à résister. Donc, les promesses ne sont pas la cause de sa chute. Pour

la Cour de Nancy, au contraire, ce sont bien les promesses qui ont déterminé la chute. La jeune fille avait manifesté son honnêteté en refusant pendant 2 ans de céder aux instances de son séducteur. Il est bien vraisemblable que si elle a enfin consenti c'est sur la foi des promesses de celui-ci. C'est d'ailleurs une question de fait.

1° De ce premier point en découle un autre. Pour qu'une relation de cause à effet entre les promesses de mariage et les relations intimes soit possible il faut nécessairement que ces promesses aient précédé la séduction. Ceci avait été nettement précisé par les travaux préparatoires. « Pourvu qu'après avoir été séduite elle soit restée fidèle à son séducteur en sorte qu'on ne puisse rattacher à un autre père l'enfant qu'elle a conçue, l'action serait recevable, quoique la séduction proprement dite ne se soit pas exercée à l'époque de la conception où lui soit antérieure (rapport supplémentaire au Sénat de M. Guillier, 2° délibération. — A la 1^{re} délibération le texte exigeait la concomittance de la séduction et de la conception. Dans l'intervalle des deux délibérations, la Commission supprima intentionnellement cette disposition).

Ce point n'a donné lieu à aucune controverse de jurisprudence ; en ce sens :

Marseille, 9 octobre 1913. *G. Trib.*, 9 déc. 1913.

T. C. Châteauroux, 16 février 1914. *G. Trib.*, 17 avril 1914.

Paris, 9 novembre 1916. *G. Trib.*, 26 nov. 1916.

Bourg, 30 novembre 1922, *G. Pal.*, 1923, 1, 34.

Caen, 2 janvier 1925. *Rec. Caen*, 1925. 38.

Req., 25 janvier 1926. *S.*, 1926. I. 102.

Nancy, 15 octobre 1926. *Gaz. Pal.* 1927, I. 180.

§ 3. — *Caractère volontairement mensonger des promesses*

Il n'y aurait pas séduction dolosive si l'auteur des promesses avait eu au moment où il les faisait la ferme intention d'en assurer la réalisation, mais qu'il ait eu pour s'en abstenir des motifs légitimes.

§ 4. — *Séduction par manœuvres dolosives quelconques*

Bien qu'il ait été soigneusement précisé que l'expression manœuvre dolosive comportait une infinité d'hypothèses, parmi lesquelles les deux cas cités par la loi, seuls ces derniers ont fait l'objet d'applications pratiques.

Et la jurisprudence ne cherche pas à en étendre le nombre.

Ainsi la Cour de Colmar estime :

Colmar, 22 mars 1927. *Rev. Als.-Lor.*, 1927, page 407.

« Que le fait d'ailleurs extrêmement répréhensible d'avoir dissimulé à sa maîtresse son état de mariage ne constitue pas une manœuvre dolosive. »

Certains faits qui ont permis ou simplement facilité la séduction, tels qu'une importante différence d'âge entre la jeune fille et son séducteur ou le fait d'appartenir à des milieux sociaux différents... etc... sont mentionnés dans les arrêts, mais plutôt comme des circonstances aggravantes puisqu'il y a toujours à la base de chaque décision soit séduction par promesse de mariage soit une séduction par abus d'autorité.

Il peut même arriver que ces manœuvres dolosives accessoires, si l'on peut ainsi les qualifier, jouent dans certaines espèces un rôle déterminant reléguant dans l'ombre la séduction par abus d'autorité ou promesse de mariage.

C'est le cas par exemple de l'arrêt précité :

Douai, 19 mars 1929.

§ 5. — *Personnalité de la femme*

Enfin, il y a un facteur qui joue un rôle considérable, en matière de séduction plus encore que dans les autres cas de recevabilité, c'est la personnalité de la femme.

Le législateur estimait qu'il devait en être ainsi. « Il ne faut pas oublier, a dit le rapporteur à la Chambre, que le fait qu'il s'agit d'une femme, c'est-à-dire d'un être particulièrement sensible exposé aux entreprises de toutes sortes doit entrer en ligne de compte pour calculer la responsabilité du séducteur. Il faudra tenir compte aussi du passé de la femme, de son âge, de son caractère, de son ignorance plus ou moins grande de la vie. Toutes ces particularités sont essentielles pour apprécier dans quelle mesure il a pu y avoir séduction ».

Il y a là quelque exagération. Notamment il est trop difficile de connaître le caractère d'une femme pour qu'il soit prudent d'en tenir sérieusement compte dans des affaires de cette nature.

Néanmoins la jurisprudence s'est beaucoup inspirée, nous l'avons vu, de ces indications. Et ceci explique également la variété des décisions rendues dans des espèces en apparence semblables.

Ainsi :

La Cour de Paris, 9 novembre 1916, *G. Trib.*, 26 nov. 1916, rejette une action en recherche de paternité sous prétexte que la séduction alléguée par la dame B. lui paraît peu vraisemblable. « Lorsqu'elle a fait la connaissance de D., la dame B. était une femme d'expérience supérieure à la sienne, de 2 ans plus âgée que lui, initiée par avance aux circonstances et aux conséquences de la liaison qu'elle allait accepter puisqu'elle était sortie par le divorce d'un précédent mariage ».

De même :

Cour de Caen, 8 juillet 1914. D. 1914, 2, 89, rejette l'action délictuelle en dommages-intérêts car elle considère la séduction alléguée comme « invraisemblable en raison de l'âge de la femme et des autres circonstances de la cause » et elle ajoute cette phrase curieuse » au surplus son mariage démontre qu'elle n'a subi aucun préjudice.

Colmar, 1^{er} mars 1927. G. Pal., 1927, 1, 688.

Il ne peut être question de séduction à l'aide de promesse de mariage, si la femme lors des prétendues relations sexuelles ayant abouti à la conception de l'enfant, était par son âge, par sa profession (serveuse de restaurant), par la connaissance que déjà elle devait avoir de la vie, suffisamment avertie contre les entreprises d'un séducteur.

Lorsque la fille séduite a ainsi réuni les différents éléments constitutifs nécessaires de la séduction dolosive qu'elle entend prouver, il semblerait qu'elle pût intenter son action. Mais il est encore une condition de recevabilité de l'action : l'existence d'un commencement de preuve par écrit.

SECTION III

Le commencement de preuve par écrit

La nécessité d'un commencement de preuve par écrit a été très discuté au cours des travaux préparatoires et même longtemps après le vote de la loi. La Commission du Sénat avait exigé le commencement de preuve par

écrit pour les promesses de mariage ou de fiançailles, solution logique puisqu'on peut voir là des sortes de contrats. Mais sur un amendement de M. Th. Girard, le commencement de preuve par écrit fut exigé dans tous les cas, même celui des manœuvres dolosives ou de l'abus d'autorité qui sont en quelque sorte des délits et par suite pourraient et devraient se prouver par tous les moyens. Outre cette objection de droit la nouvelle rédaction de la loi a subi de nombreuses critiques. On lui a reproché surtout d'empêcher dans la plupart des cas toute action, et cela notamment en matière de séduction par abus d'autorité. En second lieu on l'accusa de porter atteinte à la jurisprudence existante qui n'exigeait de commencement de preuve par écrit qu'en matière de promesse de mariage ou de fiançailles. Cette dernière objection est théoriquement sans fondements, puisque l'action basée sur l'art. 1.382 reste en vigueur. Mais il faut reconnaître qu'elle est moins avantageuse pour l'enfant que l'action en recherche de paternité.

A la première objection on a répondu en invoquant la crainte du chantage : « Les précautions que nous exigeons, a déclaré M. Girard, auteur de l'amendement, me paraissent indispensables ; sinon il suffirait pour qu'un maître soit exposé au chantage d'une fille rusée qui aura servi quelque temps sous son toit qu'elle aille trouver un agent d'affaires et que l'on ouvre une action. (Sénat, 14 juin 1910).

Et ces craintes ne sont pas absolument injustifiées.

La nécessité du commencement de preuve par écrit reconnu par la loi et précisé par les travaux préparatoires ne pouvait faire aucun doute.

La jurisprudence dans sa quasi unanimité l'a reconnue. Tribunaux civils.

Brioude, 11 juillet 1913. *G. Pal.*, 1913, 2, 230.

Cours d'Appel :

Lyon, 6 avril 1914. *Mon. Jud. Lyon*, 3 juin 1914.

Toulouse, 7 avril 1919. *D.* 1924, 1, 38.

Poitiers, 20 janvier 1919. *G. Pal.*, 1919, 2, 105.

Riom, 15 novembre 1920. *S.* 1921, 2, 87.

Poitiers, 13 novembre 1922. *G. Pal.*, 1923, 1, 31.

Lyon, 26 octobre 1923. *G. Pal.*, 1924, 1, 78.

Rennes, 2 février 1925. *D. H.*, 1925, 250.

Alger, 4 mars 1925. *D. H.*, 1925, 250.

Douai, 7 décembre 1926. *Rec. Douai*, 1926, 236.

Colmar, 22 mars 1927. *Rev. Als.-Lor.*, 1927, 407.

Poitiers, 29 octobre 1928. *D.* 1929, 2, 19.

Dijon, 17 octobre 1929. *G. Pal.*, 1929, 2, 781.

Colmar, 3 janvier 1930. *Rev. Als.-Lor.*, février 1930.

Cours de Cassation :

Ch. Civ., 3 décembre 1924. *D.* 1925, 1, 124.

Ch. Civ., 12 novembre 1929. *G. Pal.*, 11 décembre 1929.

L'arrêt suivant pourrait prêter à confusion.

Cour de Paris, 9 novembre 1916. *G. Trib.*, 26 nov. 1916.

« Le fait de séduction, dit cet arrêt, ne peut s'induire que d'un engagement *verbal* ou écrit mais non équivoque pris par le séducteur et qui par l'espoir ou la certitude de sa réalisation a dû prendre aux yeux de la femme séduite une importance décisive pour la déterminer à s'abandonner. Tous autres *pourparlers* ou écrits sont inopérants. »

Il vise sans aucun doute la promesse de mariage. La promesse elle-même *peut* être verbale, mais sa preuve ne peut résulter que d'un commencement de preuve par écrit.

Par contre, la Cour de Lyon commit une erreur certaine :

Cour de Lyon, 26 octobre 1923. *G. P.* 1924, 1, 78.

Le Tribunal civil de Lyon avait rejeté la demande du chef de la séduction, pour défaut de commencement de preuve par écrit.

La Cour décide :

« En matière de séduction, si la preuve des faits matériels relatifs, soit à l'intimité des relations, soit à la contrainte, soit à des manœuvres, peut être faite aux termes du droit commun *par tous moyens admissibles*, il en est autrement en ce qui concerne la promesse de mariage ; car il s'agit là d'un engagement dont la preuve porte à la fois sur un fait simple et sur un fait juridique et dès lors en raison de sa complexité ne peut au-dessus de 150 frs être déclaré recevable qu'autant qu'il existe un commencement de preuve par écrit. »

La Cour de Cassation :

Ch. Civ., 3 décembre 1924. *D.* 1925, 1, 124, reprend la même formule mais ne commet pas la même erreur :

La demande formée à l'appui d'une action en dommages-intérêts pour séduction, de prouver par témoins une promesse de mariage, porte tout à la fois sur un fait pur et simple et sur un fait juridique, et dès lors, en raison de cette complexité ne peut au-dessus de 150 francs être déclaré recevable qu'autant qu'il existe dans la cause un commencement de preuve par écrit. »

Mais l'arrêt ajoute, et c'est là le point important :

« Le défaut de commencement de preuve par écrit empêche la recevabilité de l'action en recherche de paternité pour séduction dolosive. »

La question semblait définitivement résolue lorsqu'un arrêt récent de la Cour de Cass.

Ch. Civ., 12 novembre 1929. *G. Pal.*, 11 décembre 1929 est venu quelque peu l'obscurcir.

Dans une affaire Dlle Clasquin contre Pierson, il n'était

versé au débat à l'appui de la demande en séduction aucun document écrit susceptible de rendre vraisemblable la promesse de mariage invoquée. Il n'y avait pas de commencement de preuve par écrit. Néanmoins, la Cour de Colmar, sous prétexte qu'il n'est pas d'usage de passer écrit d'une promesse de mariage et qu'au surplus une promesse de ce genre n'aurait été dans l'espèce qu'un moyen frauduleux de séduction pouvant dès lors être prouvé par tous les moyens, a fait droit à la demande de la Dlle Clasquin par adoption des motifs des premiers juges, en se fondant uniquement sur les témoignages entendus, desquels serait résultée la preuve de la promesse de mariage.

La Cour de Cassation devait évidemment casser un tel arrêt. Elle le fait, mais de façon équivoque. Au lieu de simplement reprendre la formule de la Chambre Civile de 1924 : la demande est irrecevable pour défaut de commencement de preuve par écrit, elle tient le raisonnement suivant : « La demande tendant à prouver à la fois l'existence de manœuvres frauduleuses et l'existence d'un engagement (fait juridique) n'aurait pu être admise en raison de la complexité de cette situation et vu l'importance de litige qu'autant qu'il eût existé un commencement de preuve par écrit ».

Cette formule est défectueuse car on pourrait croire que s'il s'était agi d'une manœuvre dolosive pure et simple ou si l'importance du litige avait été inférieure à 150 francs, actuellement 500 francs, la solution de la Cour aurait été différente et l'action admise. Ce qui aurait été contraire au texte de la loi et à la jurisprudence antérieure à la Cour de Cassation.

L'erreur de la Cour de Colmar comme celle des tribunaux qui l'ont précédée dans cette voie fut de voir dans la règle de l'art. 340, exigeant un commencement de preu-

ve par écrit le simple rappel d'une règle ordinaire de preuve, alors qu'au contraire c'est une exception formelle que la loi a entendu y porter. C'est parce que les frais dolosifs se prouvent en règle générale par tous les moyens que le législateur pour les soustraire à cette règle a jugé utile de spécifier dans l'art. 340 la nécessité d'un commencement de preuve par écrit, précision qui sans cela ne serait qu'une inutile addition.

Une erreur du même ordre fut commise également par certains arrêts. Toujours partant du principe que l'exigence du commencement de preuve par écrit était une allusion aux règles normales de preuve on a jugé possible de la supprimer par la simple application de l'art. 1.348 qui prévoit le cas où il y a eu une impossibilité matérielle ou morale de se procurer une preuve littérale.

Tel est l'arrêt de

Poitiers, 28 mars 1927. *G. Pal.* 1927, 2, 226.

Dlle T. contre C.

« Les travaux préparatoires, dit l'arrêt, permettent sans aucun doute l'application de l'art. 1.348.

Dans l'espèce, Mlle T. s'est trouvée dans une véritable impossibilité morale de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui avait été contractée envers elle ; il n'est pas en effet d'usage d'exiger un écrit comme preuve d'un engagement dont toute la force réside dans sa valeur morale et dans la loyauté et la confiance qu'inspire celui qui l'a pris ; demander à celui-ci de passer une reconnaissance écrite serait mettre en doute sa bonne foi et risquer d'éloigner par un froissement de sa dignité celui que précisément on veut retenir.

Au surplus de la correspondance produite, résulte un commencement de preuve par écrit. »

Si l'arrêt fait montre de qualités psychologiques certaines, il n'en commet pas moins une confusion évidente entre la preuve littérale de la séduction accomplie par promesse de mariage, preuve littérale que la loi n'exige pas, et le commencement de preuve par écrit qui est seule nécessaire.

D'ailleurs, même en l'absence de cette confusion il faudrait, cependant, repousser l'application de l'art. 1.348 car la règle de l'art. 340 est une dérogation formelle et volontaire aux modes ordinaires de preuve, et qui ne souffre pas elle-même d'exception.

La Cour de Poitiers, comprit la valeur de cet argument et modifia sa jurisprudence par un arrêt motivé dans le sens que nous indiquons.

Poitiers, 29 octobre 1928. *D.* 1929, 2, 19.

« L'art. 1.348 n'est pas applicable à cette matière. Cela résulte de l'examen des travaux préparatoires. »

La même erreur et la même confusion avaient été commises dans un arrêt de la :

Cour de Nancy, 22 décembre 1921. *G. Pal.* 1922, 1, 367.

« Attendu, il est vrai, qu'il n'a été produit aucune lettre de P. se déclarant le père de l'enfant ou tout au moins reconnaissant avoir eu des relations intimes avec la mère, mais la séduction peut être établie par tous moyens de preuve notamment par témoins. »

Il faut bien admettre que l'arrêt reconnaît implicitement l'application de l'art. 1.348 sans même la justifier. Mais là encore il y a confusion entre preuve littérale et commencement de preuve par écrit puisque nous relevons dans ce même arrêt l'attendu suivant :

« Il résulte des lettres échangées entre le 2 décembre 1918 et le 14 mars 1919 que P. et Mlle X. avaient projeté de s'unir par le mariage, et que P., bien que sa résolution

parût parfois ébranlée par le refus de ses parents de consentir à cette union, manifestait l'intention de passer outre à cette opposition. »

Par conséquent, il existait en l'espèce un commencement de preuve par écrit, l'art. 340 n'en exigeait pas davantage.

La nécessité d'un commencement de preuve par écrit étant ainsi admise, certaines difficultés se trouvent par là même résolues.

C'est ainsi que le contenu d'une lettre écrite par le séducteur présumé, relatif sans doute à une promesse de mariage antérieure à la prétendue séduction, ne peut être reconstitué par témoins pour servir de commencement de preuve par écrit :

Poitiers, 20 janvier 1919. *G. Pal.* 1919, 2, 105.

Dans le même esprit, il faut repousser, l'opinion de la Cour d'Alger qui estime que « le commencement de preuve par écrit exigé par l'art. 340 peut résulter d'une comparution personnelle des parties ». (Alger, 4 mars 1925.)

La Cour de Douai, 7 décembre 1926. *Rec. Douai* 1927, 236, condamne avec beaucoup de vigueur cette thèse en déclarant :

« Le commencement de preuve par écrit exigé en cette matière par l'art. 340 C. C. ne peut être suppléé en ordonnant la comparution personnelle des parties, qui constitue une mesure d'instruction ayant le même objet qu'une enquête et permettrait d'éluder indirectement la prohibition de la preuve testimoniale. »

Nous sommes conduits maintenant à examiner le côté positif de la question, c'est-à-dire à étudier *en quoi doit consister le commencement de preuve par écrit* pour satisfaire aux exigences de l'art. 340.

§ 1 Celui-ci stipule que le commencement de preuve par écrit doit toujours s'entendre au sens de l'art. 1.347 par opposition implicite à l'art. 324 C. C. L'écrit produit doit donc émaner du père présumé et si la demande est formée après son décès, de ses héritiers défendeurs. (Savatier, op. cit., p. 43). Cette dernière conséquence de la stricte application de l'art. 1.347 nous semble peu logique en égard aux causes qui ont motivé l'exigence d'un commencement de preuve par écrit. Désirant éviter les risques de chantage, la loi stipule que la femme ne pourra intenter l'action sur ses simples allégations. Il lui faut un écrit rendant vraisemblable la séduction dolosive subie. On ne comprend pas très bien dans ces conditions cette exigence d'un écrit émanant des héritiers. Il sera vraiment bien rigoureux de refuser l'action à la femme, en possession d'un écrit émanant du père, mais non de ses héritiers. Quoi qu'il en soit la solution n'en est pas moins certaine.

La jurisprudence s'était montrée très large pour définir le sens de l'art. 1.347 en ce qui concerne la preuve des actes juridiques. Toutes ces règles sont applicables en autre matière. Il n'est donc point nécessaire que l'écrit produit soit de la main du défendeur, encore moins qu'il soit signé de lui.

§ 2. — *Date de l'écrit.* — Par arrêt du 9 février 1922, la Cour de Rennes a déclaré le demandeur au pourvoi père d'un enfant né le 20 août 1918 en se fondant sur une séduction accomplie à l'aide d'une promesse de mariage. L'arrêt fait remonter la séduction à l'année 1913 et résulter, le commencement de preuve par écrit d'une correspondance commençant seulement le 16 janvier 1917.

La Cour de Cassation :

Req., 19 décembre 1923. D. 1924, 1, 38 confirme l'arrêt

de la Cour de Rennes et précise qu'en effet « le commencement de preuve par écrit peut n'être pas contemporain de la séduction ».

§ 3. — *Quelles énonciations* doit renfermer le commencement de preuve par écrit. — Cette question a donné lieu à de nombreuses et graves hésitations de la jurisprudence. Et le problème n'est pas résolu.

A quoi l'écrit doit-il se référer. Ce ne peut être au fait de la paternité, sinon on tomberait dans le § 3 de l'art. 340, avec un aveu écrit ou un commencement de preuve par écrit de l'aveu. Ce ne peut être donc qu'aux relations intimes, ou bien au fait dolosif : promesse de mariage, abus d'autorité, manœuvres quelconques qui a été la cause déterminante de ces relations.

Cette dernière interprétation plus restrictive, sans doute, semble la plus logique et c'est celle adoptée par la jurisprudence. Il est inutile, en effet, de chercher, dans un commencement de preuve par écrit des allusions ou des indications tendant à affirmer l'existence de relations intimes entre la mère et le père prétendu, puisque la preuve complète de ces relations, l'aveu même du père n'autorisent pas l'action en recherche de paternité, car il reste à prouver le fait essentiel, la manœuvre dolosive par laquelle le consentement de la femme a été surpris au lieu d'être libre et conscient.

Telle semble avoir été également, l'opinion du législateur, bien que les travaux préparatoires ne soient guère précis sur ce point.

En faveur de cette thèse :

Colmar, 3 janvier 1930. *Rev. Als.-Lor.*, février 1930.

Dlle Bousier C/ Hamman

« L'écrit dont la loi exige la production préalable à titre de commencement de preuve doit contenir des indications ou tout au moins des allusions qui rendent vraisemblable, non le fait même des relations sexuelles, mais l'existence de la promesse fallacieuse de mariage qui a été la cause déterminante de ces relations.

Or, si l'on peut recueillir dans la correspondance versée par la demanderesse des protestations plus ou moins hyperboliques d'amour, de reconnaissance et de fidélité, mêlées à l'expression de regrets et d'un désespoir, d'ailleurs peut-être sincères, s'il y est question de projets de rendez-vous ou de rencontres passées, toutes choses qui pourraient dénoter l'existence de relations plus ou moins intimes entre les parties... la lecture la plus attentive des lettres ne permet pas d'y découvrir même aux passages les plus obscurs la moindre référence, l'allusion la plus voilée à des engagements matrimoniaux que Hamman aurait pris à une époque et sous une forme quelconque. »

Déjà, en 1927, la même Cour :

Colmar, 1^{er} mars 1927. *G. Pal*, 1927, 1, 688, faisait une déclaration analogue.

Dans une deuxième série d'arrêts ou de jugements, les Tribunaux tout en reconnaissant que le commencement de preuve par écrit doit se rapporter au fait dolosif, cause des relations, et non à ces relations elles-mêmes, se montrent beaucoup moins exigeants quant aux termes mêmes du commencement de preuve et se contentent d'allusions souvent peu précises. Et c'est en cela que se manifeste le caractère extensif de ces décisions.

Cour de Nancy, 15 octobre 1926. *G. Pal*. 1927, 1, 180.

Dlle Vallier c/ Duval

« Si les tribunaux, dans les actions en recherche de paternité, doivent montrer une grande prudence pour écarter toute demande téméraire qui ne tendrait qu'à imposer une paternité sous la menace et la pression du scandale, ils ne doivent pas moins se garder de donner à la loi une interprétation trop restrictive qui risquerait de laisser la femme sans protection et sans recours contre l'abandon de l'homme oublieux de ses responsabilités. Sous l'influence de cette idée directrice conforme à l'esprit de la loi de 1912 la valeur et la portée d'un écrit destiné à former le commencement de preuve de la séduction accomplie par promesse de mariage ne doivent pas se rechercher seulement dans les termes de cet écrit, mais se dégager de toutes les circonstances qui l'entourent, des conditions dans lesquelles des relations se sont établies et ont continué dans un réciproque et exclusif attachement, aussi bien que de la situation morale de la jeune fille que l'espoir et l'attente du mariage promis pouvaient seuls déterminer à céder à la passion. »

Cette formule nous paraît critiquable ; en effet, tous les éléments extérieurs au commencement de preuve par écrit, dont parle l'arrêt, ne peuvent être obtenus que par une enquête. Or, le défaut de commencement de preuve par écrit interdit précisément toute enquête.

L'arrêt reproduit ensuite la lettre émanant de Duval et servant de commencement de preuve par écrit :

« Oui, notre entrevue fut bien courte, mais il arrivera un jour où nous serons l'un à l'autre devant tous, et que nous ne craindrons plus de nous faire remarquer ; aussi, je te promets que ce sera le plus beau de ma vie, mon amour. »

Bien que ce texte soit d'une grande imprécision, la Cour de Nancy estime que « cette lettre ne laisse aucun doute pour la promesse de mariage faite à Mlle Vallier. Les expressions : il arrivera... etc... » ne peuvent s'entendre que d'un mariage consacrant devant tous leur union ». (On pourrait tout aussi bien interpréter comme un projet de transformer l'union libre existante en un mariage légitime ; et dans ce cas, la promesse de mariage aurait été non antérieure mais postérieure à la séduction et par suite sans valeur quant à l'action en recherche de paternité).

L'arrêt continue en ces termes : « Ceci est confirmé (l'allusion à une promesse de mariage) par l'ensemble de la correspondance versée aux débats, qui démontre, par l'impression d'une confiance entretenue par l'engagement de l'avenir, la vivacité d'un amour réciproque, la fréquence des visites qui se rendaient dans la chambre même de la jeune fille... etc. »

Sur ce point, il faut louer l'arrêt d'avoir fait avec précision la distinction entre les écrits prouvant les relations intimes et l'écrit servant de preuve ou de commencement de preuve de la promesse de mariage, ce dernier écrit seul étant retenu comme constituant le commencement de preuve par écrit exigé par l'art. 340.

C'est là la règle essentielle, la seule obligatoire. Pourvu que les indications données par l'écrit se rapportent au fait dolosif cause de la séduction, « il n'est pas nécessaire que cet écrit aux termes mêmes de l'art. 1.347 s'exprime d'une manière positive et directe sur le fait allégué ; il suffit qu'il lui donne un caractère suffisant de vraisemblance » (dont les tribunaux sont seuls juges).

Nous empruntons cette formule à un jugement du :

T. C. de Loudun, cité par :

Cour de Poitiers, 9 février 1914. *Loi* 23 mai 1914.

Et cette tendance de la jurisprudence, mise en lumière par l'arrêt de la Cour de Nancy, que nous avons commenté, nous paraît beaucoup plus satisfaisante que celle de la Cour de Colmar, 1^{er} mars 1927 et 3 janvier 1930 déjà cités, parce que tout en restant dans le cadre de la loi, elle atténue les difficultés considérables du mode de preuve imposé par le législateur.

Au surplus cette tendance est celle qui domine actuellement.

La Cour de Dijon, 17 octobre 1929. *G. Pal.* 1929, 2, 782, repousse une demande de comparution de parties, parce que la demanderesse ne produit « aucun écrit même incertain ou équivoque » les mots « incertain ou équivoque » sont significatifs.

En résumé, l'écrit ne pourra servir de commencement de preuve que si ses énonciations même vagues ou imprécises se réfèrent au fait dolosif qui est à l'origine de la séduction.

Cette règle que nous avons vu appliquer aux lettres missives vaut également bien entendu pour tous les autres écrits.

Parmi ces autres écrits il en est qui présentent un caractère particulier : ils n'existaient pas avant l'ouverture de l'action. Et cependant, il semblerait résulter du texte de la loi que si le commencement de preuve par écrit fait défaut, la séduction n'est pas un fait justifiant l'action, le demandeur ne peut la prouver. Cette interprétation qui paraît conforme à l'idée générale qui a inspiré au législateur l'exigence du commencement de preuve par écrit, a paru trop rigoureuse à un certain nombre d'auteurs. Et dès la promulgation de la loi, M. Wahl s'est efforcé de

démontrer que les termes de la loi ne correspondaient pas à la pensée de ses rédacteurs,

« Le demandeur, dit-il, ne peut déférer au défendeur le serment, sur le point de savoir s'il a séduit la mère, l'aveu même de la séduction, s'il n'y a pas eu de commencement de preuve par écrit ne permet pas l'action. Il n'y a vraiment aucune raison de bon sens pour accepter ces solutions et refuser de donner à l'aveu et au serment l'effet d'un commencement de preuve par écrit corroboré par des témoignages. La plus sûre des preuves c'est la reconnaissance de la séduction par le séducteur et rien n'est plus juste que de permettre à l'enfant de s'appuyer sur cette preuve pour établir la paternité. La loi lui a refusé par ces termes mais n'a pas voulu lui refuser ce droit. Bien que son énumération soit restrictive, il faut l'entendre comme n'interdisant en l'absence d'un commencement de preuve par écrit que l'enquête. »

M. Wahl cite à l'appui de son interprétation une intervention de M. le Garde des Sceaux au cours des travaux préparatoires, et un passage du rapport à la Chambre qui admet comme commencement de preuve » un interrogatoire sur faits et articles, des aveux consignés dans un jugement, des déclarations faites en justice. »

Ces arguments tirés des sources ne sont pas absolument convaincants. Nous savons que le rapporteur à la Chambre a souvent donné du texte qu'il commentait une interprétation trop large que ni la loi ni la jurisprudence n'ont ratifiée.

Si en l'occurrence, il n'en fut pas ainsi c'est qu'aux raisons d'ordre logique et juridique relevées par M. Wahl s'ajoutèrent sans doute, d'autres raisons d'ordre pratique.

En effet, si le commencement de preuve par écrit se concilie avec l'idée de promesse de mariage, il n'en est

pas de même s'il s'agit d'une autre manœuvre dolosive, telle par exemple que l'abus d'autorité. Et dans ce dernier cas il est presque impossible à fournir (Cf. Rev. Tr. Dr. Civ. 1911. Notes parlementaires par M. Julliot de la Morandière). Aussi peut-on supposer que c'est en songeant à lui que les tribunaux se sont décidés à rejeter la nécessité d'un commencement de preuve par écrit antérieure à l'ouverture de l'action.

§ 4. — *Différentes sortes d'écrits.*

CONCLUSIONS DU DÉFENDEUR

Cour de Caen, 4 février 1914. *G. Trib.*, 4 septembre 1914.

Y. Dufay c/Alb. Garnier

« Constitue un commencement de preuve par écrit le fait pour un maître d'avoir reconnu dans les conclusions prises devant les premiers juges avoir eu des relations intimes avec une jeune fille placée chez lui comme domestique et l'avoir conduite chez une sage-femme pour s'assurer de la date de sa grossesse.

Garnier renouvela ses aveux devant le juge d'instruction au cours d'un interrogatoire où il était inculpé de tentative d'avortement.

Ses réfractations ultérieures sont inopérantes. »

Peu de temps après :

La Cour de Lyon, 6 avril 1914. *Mon. Jud.*, Lyon, 13 juin 1914 déclarait également :

« Celles-ci (les conclusions notifiées par l'avoué) seraient suffisantes pour servir de commencement de preuve par écrit. Mais dans l'espèce le passage retenu ne contient aucune espèce d'aveu. »

Il s'agissait cette fois d'une séduction par promesse de mariage.

PUBLICATIONS DE MARIAGE

Les deux arrêts que nous allons citer montrent la large interprétation que la jurisprudence fait de l'art. 1.347.

Riom, 15 novembre 1930. S. 1921, 2, 87.

Unique c/ Dlle Dubost

Unique ne méconnaît pas qu'il ait eu des relations intimes avec la dlle Dubost mais il soutient que la séduction dont elle se plaint n'a pas été déterminée par des promesses de mariage dont elle ne peut pas rapporter la preuve; qu'il est complètement illettré et qu'elle est impuissante à produire un écrit émanant de lui.

Or, dit la Cour, « il suffit pour qu'il y ait commencement de preuve par écrit (suivant la définition de l'art. 1.347) que l'acte dont il s'agit puisse être considéré comme son fait, soit qu'il ait donné l'ordre de l'écrire, soit qu'il en ait dicté les termes.

Tels sont les actes de publication de mariage dressés à la mairie de Saint-Eloy-les-Mines le 6 octobre 1918, puis le mariage étant ajourné à cause du départ d'Unique sur le front, une deuxième fois le 8 février 1919, ce qui démontre la persistance de ses intentions.

D'autre part, les juges puisaient dans des lettres écrites à la demande et sous la dictée du père illettré, la preuve de la séduction par promesse de mariage.

Dans ces conditions, étant donné la définition du commencement de preuve par écrit admise par l'arrêt, il n'y avait pas lieu de faire une distinction aussi précise entre

les publications de mariage et les lettres missives émanant du père, c'est-à-dire écrites sur sa demande, les unes et les autres pouvant servir de commencement de preuve par écrit. Le seul intérêt de cette distinction paraît être le suivant : les publications ayant été dressées par l'officier de l'Etat Civil requis par Unique celui-ci ne pouvait élever à leur sujet aucune contestation et en réalité n'en élevait pas.

C'est d'ailleurs ce qui semble résulter de l'arrêt de Cassation rendu sur cette même affaire.

Req., 29 avril 1922. *D.* 1923, 1, 22.

Le pourvoi reprochait à l'arrêt attaqué (Riom précité, d'avoir considéré comme constituant un commencement de preuve par écrit, d'une part des publications de mariage avec la Dlle Dubost, d'autre part des lettres non écrites de la main du père prétendu ou non signées par lui.

La Cour dit alors :

« L'art. 1.347 définit commencement de preuve par écrit, tout acte écrit qui émane de celui contre lequel la demande est formée et qui rend vraisemblable le fait allégué.

Or, l'arrêt constate, *sans qu'Unique ait contesté le fait* que deux actes de publication de mariage ont été dressés à la requête d'Unique lui-même par l'officier d'Etat Civil compétent.

Les actes ainsi dressés doivent être considérés comme émanant d'Unique et constituent le commencement de preuve par écrit jugé par la loi ».

A la même époque et sur la même question intervint alors un arrêt assez curieux :

T. C. Seine, 16 novembre 1922. *G. Pal.* 1923, 1, 33.

Dlle B. c/ Z.

Mlle B. fit la connaissance de Z. au bal du Moulin de la Galette et en 1915 eut avec lui des relations intimes. Elle a 23 ans. « Elle explique clairement dans une lettre du 14 décembre 1915 le caractère de la liaison, qu'elle avait entendu nouer en toute liberté en dehors de toute promesse de mariage ». « Je constate que si je prends une affection, c'est que j'ai pu penser que tu avais toujours un peu d'amitié pour moi ; eh bien, c'est que je désire tout simplement te voir un peu plus et de ne pas rester un mois comme tu le fais sans me voir, ou alors ce n'est plus la peine d'avoir une affection. »

Le jugement continue alors avec beaucoup d'humour. « S'il n'est pas douteux que 5 ans plus tard au cours de sa grossesse les sentiments de Mlle B. se sont modifiés, et qu'elle ait voulu le mariage, il n'apparaît pas que semblable évolution se soit produite dans l'esprit de Z. ni qu'il ait souhaité aussi fermement une régularisation, ni surtout qu'il ait promis à sa maîtresse d'y procéder. »

Nous rappelons à ce sujet que toute promesse de mariage postérieure à la séduction une promesse de régularisation pour employer l'expression du jugement est inopérante et sans intérêt quant à l'action en recherche de paternité (v. Supra).

Le jugement ajoute :

« Si une publication a été effectuée le 21 juin 1920 à la mairie du domicile de la Dlle B. il est significatif qu'aucune publicité correspondante n'ait été effectuée au domicile de Z. »

Il est évident que le jugement a été influencé et avec raison, par les circonstances de la cause et surtout par la

lettre citée. Son observation relative à la publication de mariage n'est pas moins inexacte.

En effet, l'officier de l'Etat Civil ne doit et ne peut procéder à la publication d'un mariage que sur la réquisition des deux futurs époux à la fois ; la demande formée par un seul n'est pas suffisante, car il n'est pas sûr que l'autre adhère au projet de mariage. En l'espèce l'unique publication ayant été régulièrement faite peut être considérée comme émanant de Z. lui-même, et servir ainsi de commencement de preuve par écrit.

Si néanmoins, la demande doit être rejetée pour défaut de commencement de preuve par écrit c'est parce que les énonciations contenues dans l'écrit destiné à servir le commencement de preuve se réfèrent à un fait dolosif, en l'espèce une promesse de mariage, *postérieure* à la séduction.

INTERROGATOIRE DEVANT UN JUGE D'INSTRUCTION

Le commencement de preuve par écrit peut résulter également d'un interrogatoire du défendeur par un juge d'instruction.

Caen, 4 février 1914. *G. Trib.*, 4 septembre 1914.

Cass. Ch. Civ., 1^{er} février 1921. *D.* 1923, 1, 57.

Poitiers, 29 octobre 1928. *D.* 1929, 2, 19.

Toutes les règles relatives au commencement de preuve par écrit et notamment aux indications qu'il doit renfermer, sont évidemment applicables à ce cas particulier.

L'INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES

La jurisprudence s'appuyant sur les travaux préparatoires déclare que le commencement de preuve par écrit peut résulter d'un interrogatoire sur faits et articles.

Et d'abord que faut-il entendre par interrogatoire sur faits et articles.

C'est une mesure d'instruction, employée à la demande d'une des parties, pour parvenir à l'aide des réponses de son adversaire, à prouver l'exactitude des faits qu'elle a articulés.

L'art. 324 du C. Proc. Civ. donne à toute partie le droit de demander l'interrogatoire sur faits et articles, sans avoir égard à la qualité en laquelle elle figure au procès. Ce droit appartient donc au défendeur comme au demandeur.

La demande d'interrogatoire est formée par requête au président, et énumère les différents faits sur lesquels la partie adverse doit être interrogée. Ces faits doivent être personnels à cette dernière. Ils doivent être également pertinents, c'est-à-dire qu'il faut que la réponse de la partie interrogée ou son refus de répondre puissent donner au juge un élément de décision.

Le tribunal apprécie souverainement la pertinence des faits sur lesquels l'interrogatoire est demandé. La décision qui les déclare non pertinents ou non concluants et rejette en conséquence la demande d'interrogatoire, échappe à la censure de la Cour de Cassation.

Le juge peut n'admettre l'interrogatoire que sur certains des faits articulés. Mais comme il ne peut ordonner d'office l'interrogatoire, il ne lui est pas permis de modifier les faits et les questions sur lesquels l'interrogatoire est demandé.

Au jour et à l'heure indiqués dans l'ordonnance du Tribunal, la partie comparaît en personne, sans l'assistance de son avocat, devant le juge commis. La partie adverse n'a pas le droit d'assister à l'interrogatoire ou de se faire représenter par son conseil.

La partie interrogée n'est pas tenue de prêter serment préalablement à l'interrogatoire.

L'interrogatoire porte sur les faits contenus dans la requête ou plus exactement sur ceux que le Tribunal a admis. Le juge commissaire peut également, et c'est la seule utilité réelle de cette procédure, poser des questions d'office sur d'autres faits pourvu qu'ils se rapportent aux faits retenus par le jugement qui ordonne l'interrogatoire. Il est d'usage que la partie requérante remette des notes au juge pour lui permettre de poser des questions d'office sur lesquelles la partie interrogée n'a pu préparer sa réponse. La partie répond aux questions sans pouvoir lire aucun projet de réponse par écrit. Chaque réponse doit être précise mais ne doit pas nécessairement être affirmative ou négative.

La partie dont l'interrogatoire a été ordonné peut refuser de comparaître, ou, si elle comparait, refuser de répondre. Si les motifs de ce refus de répondre ne paraissent pas fondés, le Tribunal peut tenir les faits pour avérés (art. 330 C. Proc. Civ.). Il jouit à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire : la loi lui laisse le soin d'apprécier les conséquences du défaut de comparution et du défaut de répondre. Pouvant servir de preuve complète, ces refus, à plus forte raison, peuvent servir de commencement de preuve par écrit.

De même, lorsque la partie a reconnu les faits la preuve est acquise au profit de l'adversaire. A ce sujet nous admettons avec la majorité de la doctrine et notamment avec M. Wahl (op. cité) que si les réponses contenues dans le procès-verbal d'interrogatoire sont catégoriques, il faut y voir alors non pas de simples commencements de preuve par écrit, mais des aveux produisant leurs effets ordinaires. Ainsi, si l'interrogatoire a porté sur

le fait même de la paternité, il y aura aveu écrit non équivoque de paternité et l'action pourra être reçue de ce chef. Si l'interrogatoire a porté sur le fait dolosif cause de la séduction, l'action fondée sur la séduction dolosive sera admise à condition que les relations entre les parties ne soient pas déniées. Si, au contraire, ces relations intimes restent à prouver, l'aveu du fait dolosif servira seulement de commencement de preuve par écrit. Enfin, si l'interrogatoire, ou plutôt si les réponses affirmatives même catégoriques, se réfèrent seulement à ces relations intimes, elles ne pourront pas même servir de commencement de preuve par écrit.

A défaut de réponse décisive, l'interrogatoire sera retenu comme commencement de preuve par écrit s'il contient des contradictions, des réticences ou des ambiguïtés de nature à justifier les prétentions de l'adversaire.

Bordeaux, 24 février 1930. *G. Pal.*, 30 avril 1930.

« La Dlle Péricaud prétend avoir été séduite par Delas au moyen de promesses de mariage, mais elle ne fournit aucune preuve écrite des promesses ainsi échangées. Elle a sollicité un interrogatoire sur faits et articles pour prouver un commencement de preuve par écrit des promesses en question. L'interrogatoire auquel il a été procédé le 28 janvier 1930 n'a donné aucun résultat utile et on ne peut y trouver ni aveu ni contradiction rendant vraisemblable la promesse de mariage alléguée. »

Et en effet dans la généralité des cas, l'interrogatoire se résume en une négation pure et simple des faits sur lesquels le demandeur cherchait à appuyer ses prétentions.

Il constitue donc un mode de preuve extrêmement aléatoire, surtout en face d'un adversaire souvent de mauvaise foi ; et il est significatif de constater que les 3 arrêts dans

lesquels il est fait mention de l'interrogatoire sur faits et articles indiquent que celui-ci n'a produit aucun résultat.

T. C. Brioude, 11 juillet 1913. *G. Pal.* 1913, 2, 320.

Cour de Poitiers, 29 octobre 1929. *D.* 1929, 2, 19.

Bordeaux, 24 février 1930 précité.

Au lendemain de la loi de 1912, M. Wahl concluait son commentaire du nouvel art. 340, al. 2, en disant : « Les observations qui précèdent n'ont en grande partie qu'un intérêt théorique. Il arrive très rarement dans les classes peu cultivées (et c'est là généralement que les séductions ont lieu) que la fille séduite puisse montrer un écrit du séducteur constituant un commencement de preuve de la séduction ; le fait sera sans doute encore plus rare dans la suite, les séducteurs étant désormais plus intéressés à modérer leur fougue épistolaire ou s'assurer que leurs lettres sont détruites. Quant à l'abus d'autorité ou aux autres manœuvres, il serait presque puéril de supposer qu'ils sont de nature à être partiellement établis par écrit. » Observation exacte et que les Tribunaux ont, sans doute souvent eu l'occasion de faire.

Aussi dans bien des cas lorsque la femme paraissait réellement digne d'intérêt, la jurisprudence désireuse de lui venir en aide cherchait dans le texte légal un cas moins rigoureux d'ouverture de l'action. Les paragraphes 3 et 4 de l'art. 340 rédigés de façon moins étroite que le § 2 lui parurent susceptibles d'être étendus.

Et cette extension de l'aveu écrit et du concubinage notoire fut favorisée par la Cour de Cassation qui laissait aux juges du fond un pouvoir quasi souverain d'appréciation.

CHAPITRE II

L'aveu écrit

L'article 340, alinéa 3, dispose :

(.. la paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée.)

3°. — Dans le cas où il existe des lettres ou quelque autre écrit privé, émanant du père prétendu et duquel il résulte un aveu non équivoque de paternité.

SECTION I

Fondement

En cette matière, l'aveu n'offre pas toutes certitudes.

« L'aveu, lui-même, porte le rapport au Sénat, qui, d'une façon générale, est pris pour la preuve par excellence, n'offre qu'une certitude des plus relatives. Il peut être le résultat d'une erreur ou d'une complaisance ». Néanmoins, le rapporteur paraît vouloir rapprocher l'aveu à la reconnaissance authentique, puisqu'il ajoute : « cepen-

dant le code le place au rang des preuves dont il se contente puisqu'il admet la reconnaissance faite spontanément par le père. Il n'est donc pas excessif d'attribuer à des faits qui impliquent un aveu tacite la même efficacité qu'à un aveu formel. »

Appliquant cette idée jusqu'au bout, il faudrait dire que l'aveu écrit fait foi par lui-même de la paternité. C'est ce qu'avait proposé M. Jenouvier dans son contre projet. Il voulait identifier de façon complète l'aveu sous seing privé à la reconnaissance authentique.

M. Guillier lui répondit « qu'une lettre, un écrit privé quelconque en cette matière, délicate de la paternité ne peut offrir les garanties de l'acte authentique. Que d'amants inexpérimentés auraient la faiblesse de se laisser arracher par leur maîtresse des reconnaissances de complaisance si celles-ci pouvaient être faites en dehors de la présence de tout notaire, peut-être même sur l'oreiller ? »

Ces objections ne paraissent pas très convaincantes. La forme authentique n'augmente guère les garanties de sincérité de l'aveu.

Il est au contraire très fréquent que la reconnaissance officielle d'une paternité naturelle devant l'officier de l'Etat Civil soit un acte consciemment simulé par un homme qui se sait étranger à l'enfant mais qui est l'amant ou l'époux de la mère et qui agit par affection pour elle, quelquefois même par affection pour l'enfant.

De pareilles simulations sont beaucoup moins vraisemblables s'il s'agit seulement, d'un écrit reflétant les véritables rapports des intéressés puisque la femme n'a pas de raisons de demander à l'homme d'y endosser une paternité d'emprunt.

A ces critiques, on peut ajouter celles que fait M. Wahl

(op. déjà cité) : « Une reconnaissance n'est pas définitive ; celui qui l'a faite, l'enfant qui en est l'objet, les tiers peuvent la faire tomber en démontrant qu'elle ne répond pas à un lien effectif de filiation. Si une deuxième reconnaissance a lieu, le Tribunal choisit. Le jugement rendu sur la recherche a, au contraire, des effets irrévocables entre les parties ; nul ne peut après qu'il a acquis force de chose jugée le faire tomber. C'est donc un aveu qui est enregistré par la justice et définitif.

Ces objections et ces critiques ne se sont pas présentées à l'esprit du législateur. M. Savatier (op. cit.), estime cependant que si l'aveu sous seing privé n'a pas été mis à la hauteur de l'acte authentique « cela s'explique, moins par la différence de valeur probante entre les deux aveux, que par la manière dont la loi considère l'aveu authentique valant reconnaissance d'enfant naturel ; celle-ci, dans la conception du Code, surtout pour la filiation paternelle, est au moins autant un acte juridique qu'un mode de preuve ; elle vaut, en grande partie, parce que son auteur y déclare implicitement, mais volontairement, assumer les devoirs de la paternité, même s'il n'est pas sûr de la sienne. » (1).

Cette explication repose sur une idée très exacte en soi, mais que le législateur de 1912 ne semble pas avoir aperçue. En effet, M. Guillier (Sénat, séance du 28 juin 1910). *J. Off.* décembre, annexe p. 322) répond simplement : « Il ne semble pas possible de mettre sur le même plan l'acte authentique et l'acte sous seing privé. Celui-ci n'offre pas les mêmes garanties. Sans lui attribuer la même force qu'à l'acte solennel, il paraît suffisant de lui donner la

(1) Voir également COLIN : La protection de la descendance illégitime. *Revue trimestrielle du Droit Civil*, 1902, p. 256.

portée d'une présomption qui rendra recevable l'action en reconnaissance de paternité en laissant au Tribunal le soin d'apprécier les conditions dans lesquelles il est intervenu ».

SECTION II

§ 1. — *Objet de l'aveu exigé*

La question n'a pas le même intérêt qu' « en matière de séduction dolosive puisque la loi précise elle-même qu'il doit s'agir d'un aveu de paternité. Par conséquent, c'est sur le fait même de la paternité que doit porter l'aveu et non simplement sur le fait des relations intimes du défendeur avec la mère.

T. C. Châteauroux, 16 février 1914. *G. Trib.*, 17 avril 1914.

T. C. Marseille, 9 octobre 1913. *G. Trib.*, 9 décembre 1913.

C'est donc à tort que certaines décisions ont retenu comme aveux valables les aveux dits conditionnels où l'amant se borne à prévoir qu'un enfant puisse naître des relations qu'il entretient avec sa maîtresse. Il n'y a là rien d'autre que l'aveu des relations elles-mêmes.

Dijon, 22 janvier 1923. *Rec. Dijon*, 1923, p. 10.

Par contre, les Tribunaux admettent l'aveu de paternité relatif à un enfant non encore né, mais déjà conçu.

T. C. Toulouse, 23 janvier 1920. *Gaz. Trib. du Midi*, 23 mai 1920.

Labère c/ Bordas

Bordas se borne à s'en remettre à Justice, sans protester autrement contre la paternité qui lui est attribuée, laquelle, au surplus, résulte de l'aveu qu'il en a fait, dans une déclaration écrite, qu'il remettait le 2 octobre 1913, s'engageant à reconnaître, à sa naissance, l'enfant dont elle était enceinte et à subvenir, dès ce moment, à ses besoins et à ceux de la mère, jusqu'au jour où il contracterait mariage avec elle. »

De même :

T. C. Toulouse, 28 octobre 1920: *Gaz. Trib. du Midi*, 5 décembre 1920.

Les lettres émanant du défendeur « sont à la fois la reconnaissance des rapports intimes qui existaient entre l'amant à la fidélité de sa maîtresse, en même temps que l'assurance qu'il lui donne que sa grossesse bien qu'inattendue et dont l'issue ne doit pas la préoccuper ne peut que resserrer leurs liens d'affection mutuelle, malgré tout et contre tous.

Cette façon d'accueillir la délivrance future et la venue de l'enfant à naître équivaut à un aveu non équivoque de paternité.

Rendant la demande recevable. »

Cette solution peut n'être pas sans inconvénients. Il faut en tous cas que l'enfant dont le défendeur avoue être le père soit suffisamment déterminé dans l'aveu écrit. L'identité de cet enfant avec le demandeur peut d'ailleurs être prouvée librement.

§ 2. — *Caractères de l'aveu*

L'aveu de paternité doit être écrit, émanant du père et non équivoque.

1°. — L'aveu doit être écrit.

Le texte exige qu' « il existe des lettres ou quelque autre écrit ».

Par conséquent, il est impossible d'admettre un simple commencement de preuve par écrit de l'aveu complété par des témoignages.

Certaines décisions s'en sont contentées.

T. C. du Havre, 18 décembre 1913. *G. Pal.* 1914, 1, 343.

Dlle Girard c/ Héritiers Demare

« La demanderesse verse aux débats une nombreuse correspondance qui, si elle ne porte pas l'aveu formel, par Demare, de sa paternité, n'en constitue pas moins un commencement de preuve par écrit.

Il y a lieu d'autoriser la preuve (par témoins) des faits articulés. »

Dans le même sens :

Dijon, 29 décembre 1913.

Poitiers, 13 décembre 1915. *D.* 1916, 2, 89.

T. C. Seine, 7 mars 1916. *G. Trib.*, 22 octobre 1916.

Ces décisions s'appuient sur un passage d'un rapport au Sénat, ainsi conçu :

« Si les lettres ou les pièces invoquées, sans renfermer une reconnaissance formelle, laissent cependant percer l'aveu de la paternité ou l'aveu de relations suivies avec la mère pendant la période légale de la conception, elles pourront constituer un commencement de preuve par écrit susceptible d'être renforcée par des présomptions

précises, graves, concordants que fourniront d'autres faits significatifs dont il sera possible de rapporter la démonstration par témoins. »

Il y a là certainement une erreur du rapporteur.

« Le témoignage humain, lit-on, à un autre endroit du rapport, est trop exposé à l'erreur, à la malveillance, à la corruption, pour qu'on puisse, dans une matière aussi délicate, se rapporter uniquement à des démarches verbales. »

Le texte même de la loi, plus précis encore, ne laisse aucun doute sur ce point.

« En effet, la loi exige que l'aveu résulte d'écrits « existants » ; de plus, si ces écrits n'ont donné qu'un commencement de preuve, l'aveu ne résulterait pas d'eux, mais des témoignages et indices recueillis de suite. D'ailleurs, un écrit ne répond à la définition générale de l'aveu que s'il constitue une preuve indépendante des faits auxquels il se rapporte, et non s'il commence seulement à les prouver. Enfin, la loi précise que l'aveu écrit doit être non équivoque, et un écrit dont résulterait seulement un commencement de preuve serait, à tout le moins équivoque, tant qu'aveu.

(Savatier. Note sous Cass. Civ., 27 juin 1927).

En ce sens :

T. C. Seine, 24 octobre 1913. *D.* 1914, 2, 98.

T. C. Marseille, 9 octobre 1913. *G. Trib.*, 9 décembre 1913.

T. C. Châteauroux, 16 février 1914.

T. C. Vienne, 17 juillet 1919. *Loi* 14 janvier 1920.

C. de Caen, 12 janvier 1925. *Rec. Caen*, 1925-38.

C. de Dijon, 25 mai 1927. *G. Pal.*, 1927, 2, 334.

Montpellier, 14 avril 1930. *Mon. Midi*, 15 juin 1930.

Cass. Chambre Civ., 27 juin 1927. *S.* 1927, 1, 385.

Havret c/ Havard

« L'allégation d'un aveu non écrit n'est pas recevable, même en présence d'un commencement de preuve par écrit.

En conséquence, la mère d'un enfant naturel, ne peut, si la correspondance avec le père prétendu ne fournit pas d'aveu non équivoque, être admise à démontrer la réalité de cet aveu en raison d'un commencement de preuve par écrit constitué par un acte de publication de mariage, dressé sur la demande signée, de celui contre qui elle agit; alors d'autre part que la promesse de mariage alléguée n'a pas déterminé la séduction et qui ni manœuvres dolosives, ni abus d'autorité, n'ont pu être relevés. »

L'arrêt attaqué s'était, sans doute, laissé influencer par la solution admise dans un cas analogue en matière de séduction dolosive. (Rappr. Riom, décembre 1920. Cass. 1923). Mais on se place ici sur un tout autre terrain.

Cette solution est confirmée par un deuxième arrêt de la Ch. Civ., 18 février 1930. *G. Pal.*, 25 avril 1930.

L. c/ Dlle R.

(Arrêt après délibération en Chambre du Conseil).

Arrêt attaqué : Bordeaux, 7 mars 1927.

« L'aveu écrit du père ne rend possible la déclaration de paternité naturelle qu'à la condition d'être non équivoque, d'où il suit qu'il est indispensable que l'écrit contienne une déclaration précise se suffisant à elle-même et dont l'aveu du père se déduit d'une manière nécessaire. »

Cette solution peut donc être considérée comme définitivement acquise en jurisprudence.

Pour la même raison, le demandeur ne peut intenter

l'action en offrant de prouver par témoins qu'il a eu entre les mains des écrits émanant du père et contenant un aveu non équivoque de sa paternité.

Même si ces écrits ont disparu par la faute du défendeur, l'action n'en est pas moins irrecevable mais celui-ci pourra être condamné à des dommages-intérêts en raison du préjudice subi.

T. C. Bordeaux, 24 février 1930. *G. Pal.*, 30 avril 1930.

2°. — L'écrit exigé doit être un écrit privé, préexistant aux débats. On ne peut donc suppléer à l'absence d'un tel écrit, par une comparution personnelle des parties, un interrogatoire sur faits et articles. L'aveu ainsi contenu dans un écrit public constituerait une reconnaissance définitive de paternité. Or, en aucun cas la recherche de paternité n'est de plein de droit recevable. Pour la même raison, l'absence de preuve préalable d'un des cas de recevabilité de l'action de demandeur ne peut déferer le serment au prétendu père.

Mais, si le demandeur se prévaut, maintenant, d'un aveu de paternité contenu dans un jugement antérieur, dans un procès-verbal d'instruction, un interrogatoire sur faits et articles, un procès-verbal d'enquête d'une façon plus générale, d'un aveu constaté *judiciairement*, l'action en recherche de paternité n'a plus lieu d'être intentée. Un tel aveu reçu en justice constitue une reconnaissance d'enfant naturel parfaite produisant dès cet instant tous les effets sans que l'action fondée sur l'art. 340 puisse y ajouter quelque chose.

C'est ce qui ne ressort pas nettement des arrêts suivants :

T. C. Marseille, 9 octobre 1913. *G. Trib.*, 9 décembre 1913.

« .. En admettant que ce procès-verbal (reçu par le juge d'instruction d'Orange à l'occasion d'une tentative d'assassinat) puisse être classé parmi les écrits privés visés par le législateur. »

Et surtout :

Douai, 16 juin 1924. *Rec. Douai* 1924, 89.

(aveu contenu dans un jugement antérieur)

Le plus généralement l'aveu est renfermé dans des lettres missives.

Il faut observer que les lettres ne peuvent être produites que si le demandeur en a la légitime possession.

Cour de Paris, 20 avril 1925. *G. Trib.*, 24 décembre 1925.

« Une personne qui n'est pas le destinataire d'une lettre missive ne peut s'en servir lorsqu'elle est arrivée en sa possession par des moyens illicites.

Il en est ainsi spécialement lorsqu'il s'agit d'une lettre qu'un mobilisé, avant son départ pour le front, a écrit à son père en vue de recommander à celui-ci une femme dont il avait été l'amant et son enfant, et qu'il a chargé un tiers de faire arriver à destination en cas de décès.

L'auteur de cet écrit en était seul propriétaire, et le dépositaire n'avait pas le droit de le remettre à la mère de l'enfant.

Par suite, dans une instance en recherche de paternité, une photographie de cet écrit ne peut pas être produite par la femme qui prétend en tirer la preuve de ses allégations. »

Si, par une convention écrite, la mère s'est engagée, en échange d'une somme forfaitaire, à n'engager aucune action et à détruire toutes les lettres en possession, une telle convention, étant une transaction, sur une action d'état est nulle. Les lettres conservées peuvent être produites en justice et la paternité peut être déclarée.

« Mais les lettres étant dûment détenues par la demanderesse, elle ne peut en faire un usage personnel. »

Toute pension alimentaire sera donc refusée.

Paris, 28 octobre 1921. *G. Trib.*, 5 décembre 1921.

2°. — L'écrit doit émaner du père.

Le terme « émaner » doit être entendu comme en matière de séduction. Il n'est pas nécessaire qu'il soit écrit de sa main, ni même signé de lui.

Des lettres dictées par le père seront considérées comme émanant de lui (rapp. Riom, 15 décembre 1920. *Civ.*, 12 mars 1923).

Par contre, c'est l'aveu du père seul que vise la loi. L'aveu des héritiers serait inopérant pour rendre l'action recevable.

3°. — Le troisième caractère de l'aveu écrit est celui qui a donné lieu en jurisprudence aux plus grosses difficultés. En accord avec l'esprit restrictif qui les animait, les rédacteurs de la loi ont exigé que l'aveu écrit fût également *non équivoque*. C'est-à-dire catégorique et se suffisant à lui-même.

V. Montpellier, 13 mai 1930. *Mon. Midi*, 15 juin 1930. V. p. 59 bis.

Voir surtout :

Cass. Ch. Civ., 18 février 1930. *G. Pal.*, 25 avril 1930.

« Il est indispensable que l'écrit contienne une déclaration précise, se suffisant à elle-même et dont l'aveu du père se déduise d'une manière nécessaire. »

Or, précisément, les tribunaux tendent, semble-t-il, à tirer un parti de plus en plus grand de la notion d'aveu non équivoque pour élargir le domaine de l'action en recherche de paternité.

Pour étendre le champ de l'aveu non équivoque, certains tribunaux ont admis, s'appuyant sur les déclarations du rapporteur au Sénat, que l'aveu pouvait résulter d'un commencement de preuve par écrit complété par témoins ou par présomptions. Nous avons vu que c'était là une preuve du rapporteur et une fausse interprétation de la loi.

Aussi bien, est-ce dans une voie différente, en apparence tout au moins, qu'a progressé ce mouvement de jurisprudence. On est parti de l'idée que la loi de 1912, en exigeant un aveu écrit en non équivoque, n'impliquait pas pourtant que cet aveu fut nécessairement explicite. De fait, le père naturel écrivant à la mère qui sait aussi bien ou mieux que lui à quoi s'en tenir, n'a aucune raison de protester qu'il croit d'une manière certaine à sa paternité; ce sera implicitement, mais d'une manière non moins certaine souvent, qu'il exprimera à ce sujet, sa conviction. Comprendre autrement la loi de 1912 eut été réduire à néant la disposition par laquelle elle a tenu à ouvrir la recherche de paternité en cas d'aveu du père.

C. de Lyon, 26 octobre 1923. *G. Pal.* 1924, 1, 78.

C. de Caen, 20 avril 1925. *Rec. Caen*, 1925, p. 143.

C. de Colmar, 23 décembre 1929. *Rev. Als.-Lor.*, janvier 1930.

Cette solution est impliquée dans un grand nombre d'autres arrêts.

Seulement, admettre que l'aveu non équivoque pouvait être donné implicitement, c'était entrer dans une voie où il était difficile de se fixer un point d'arrêt exact.

Il existe, en effet, des aveux catégoriques qui ne prêtent à aucune hésitation.

T. C. Tours, 15 janvier 1914. *Loi* 12 juin 1914.

Dlle Lefort c/ Boutard

Lettre de Boutard, 13 août 1904 : « Je suis heureux de voir que notre poupon est un beau garçon. »

Lettre du 11 juillet 1906 : « Par pitié pour notre fils, sois raisonnable ».

T. C. Chambon, 10 décembre 1920. *Loi* 18 février 1921.

Dlle Bathier c/ Tournemolle

Extrait des lettres du défendeur :

Lettre du 28 juillet 1915 : « Je suis bien ennuyé de savoir mon Mimile malade ».

8 juillet 1915 : « ... Je m'ennuie sans notre petit chéri ».

15 janvier 1919 (adressée à l'enfant) : « ... Je vais aller te voir. Signé : ton petit papa qui t'aime beaucoup ».

Il est rare que l'aveu non équivoque se présente avec une telle netteté.

De même, bien que l'aveu y soit implicite :

T. C. Saint-Claude, 23 juillet 1913. *G. Pal.* 1913, 1, 449.

Extrait des lettres d'où résulte un aveu de paternité :

« Tu as cru qu'en te faisant mettre dans l'état où tu es, mon bon cœur bien connu me ferait te reprendre et peut-être te marier... Détrompe-toi... Je ne veux plus te revoir. Si tout arrive à terme, je sais ce que je ferai, mais toi pour te revoir, jamais. »

« Cette grossesse, elle l'a voulue, c'est le moyen qu'elle avait cru inévitable pour me forcer à mettre mes parents dans l'obligation de la marier. »

Autre arrêt :

Cour de Nîmes, 23 février 1914. *Droit*, 1^{er} mai 1914.

Fragments de lettre :

« Tu ne doutes pas de mes idées, je suppose, tu sais que l'arrivée du petit nous unira... Soigne-toi bien et nous serons heureux... » Ces déclarations aussi nettes que sincères constituent, dit la Cour, l'aveu non équivoque exigé.

Dans un certain nombre de décisions au contraire l'insuffisance des faits allégués était telle qu'une solution de rejet s'imposait :

T. C. Grasse, 26 juillet 1913. *G. Pal.* 1913, 2, 405.

Il est difficile de trouver un aveu non équivoque de paternité dans une lettre commençant par ces mots : « Chère petite amie » et finissant par : « Votre ami qui pense à vous et qui ne sait pas pourquoi ».

Dans d'autres lettres le ton est plus intime sans pour cela renfermer de précisions suffisantes pour constituer un aveu.

Arrêts analogues :

T. C. Belfort, 23 décembre 1913. *D.* 1914, 2, 98.

T. C. Vienne, 17 juillet 1919. *Loi* 14 janvier 1920.

Nous en arrivons maintenant à l'examen d'un certain nombre d'espèces dont la solution ne s'imposait pas. C'est à leur sujet que l'interprétation jurisprudentielle est la plus intéressante à étudier.

T. C. Dunkerque, 29 janvier 1914. *G. Pal.* 1914, 1, 343.

La demanderesse se prévaut de deux actes sous seing privé spécifiant « qu'en raison des relations ayant existé entre la mère de la Dlle J. et M. à l'époque présumée de sa conception il est possible qu'elle soit conçue des œuvres de ce dernier ».

En échange d'une somme de 20.000 francs et d'une rente de 1.500 francs devant durer jusqu'à la majorité de l'enfant, la dame J. s'engageait à quitter Dunkerque.

Le Tribunal estime qu'il n'y a pas dans les termes employés par M. aveu non équivoque ; que la forme dubita-

tive dont M. se sert loin de manifester sa conviction qu'il est le père de l'enfant trahit l'incertitude où il se trouve de la fidélité de sa maîtresse.

Ce jugement est sévère mais il semble en parfait accord avec le texte de l'article 340 et l'esprit du législateur.

Cour de Toulouse, 3 juin 1918. *Loi* 23 août 1918.

Dlle Filhol c/ de Rigaud

En 1905, Marie Filhol entre chez de Rigaud comme bonne à tout faire. En 1907, le maître eut avec sa servante des relations intimes. Celle-ci devint enceinte :

« De Rigaud n'abandonna ni la mère ni l'enfant ; il lui écrivait fréquemment lui donnant des conseils dirigeant sa vie, la gourmandant quelquefois lorsqu'il était mécontent de ses procédés, mais la traitant en somme avec sollicitude et lui marquant un réel attachement. Il lui versait une rente mensuelle s'intéressait à l'enfant, indiquant la manière de l'élever, de former son caractère. »

Dans sa correspondance on relève les phrases suivantes : « Je suis enchanté que votre progéniture jouisse d'une excellente santé, qu'elle soit forte et bien constituée comme le père que vous lui attribuez... Quoi qu'il en soit, comme il *peut* avoir travaillé à sa fabrication il tâchera, tant que vous userez vis-à-vis de lui de bons procédés de s'occuper par votre intermédiaire un peu d'elle (5 août 1909) ».

D'après les circonstances de la cause il était bien difficile d'admettre que de Rigaud n'était pas le père de l'enfant. Cependant, l'aveu écrit que nous venons de citer, n'était pas catégorique. Il ne devenait non équivoque que si on le rapprochait des autres éléments du procès, ce que précisément la loi ne veut pas, l'aveu devant se suffire à lui-même.

Par conséquent on ne peut blâmer la Cour d'avoir rejeté la demande fondée sur l'art. 340, § 5. Ce qui est critiquable, ce sont les motifs de l'arrêt :

« De Rigaud a bien ainsi reconnu qu'il pouvait être le père de l'enfant, mais il n'apparaît pas qu'il en eut jamais la conviction absolue, ou que du moins il voulait la reconnaître comme sa fille. Or, le juge n'a pas le droit de se montrer plus affirmatif que lui un aveu non équivoque n'est en réalité qu'une reconnaissance dépourvue, il est vrai, de la forme solennelle prévue par l'art. 334 mais constatée cependant par des lettres ou écrits privés révélant nettement la volonté de créer entre deux êtres les rapports de père à fils. »

C'est là une exagération manifeste et même une déformation de l'idée de la reconnaissance-acte juridique volontaire. (V. supra). Une telle interprétation enlèverait à la loi de 1912 toute chance d'application.

Bien qu'il soit en accord avec le texte de la loi, la sévérité des deux arrêts précédents n'en reste pas moins très grande. Et l'examen de quelques décisions plus récentes la fait encore ressortir davantage.

Douai, 16 juin 1924. *Rec. Douai* 1924, 287.

d'après la correspondance) que pendant la grossesse de Philomène Ghetemme et jusqu'à son accouchement, que Lepercq lui recommandait de ne point se tourmenter en songeant à l'avenir, qu'elle serait heureuse avec lui, qu'il l'aimerait toujours et qu'elle pouvait compter sur lui.

Il est surtout à remarquer qu'il s'est félicité de ce qu'elle ait donné à l'enfant le nom de Marie-Louise, qui était le nom de sa sœur.

Il y a là de sa part un aveu non équivoque de paternité ».

Dans une deuxième espèce, l'aveu bien qu'il ne fasse

aucune allusion à un enfant est cependant un peu moins équivoque :

Dijon, 14 juin 1927. *G. Pal.* 1927, 2, 408.

« Il me répugne de me soustraire aux responsabilités qui m'incombent et de faire un marché d'une affaire toute d'honneur. Je suis prêt à épouser Simone et je le ferai très volontiers... Je vais partir pour régulariser ma situation ; je crois qu'il sera encore temps. »

Le dernier arrêt est plus significatif encore. L'insignifiance des faits allégués par la demanderesse est remarquable.

Cour de Limoges, 12 mars 1929. *Sem. juridique* 1929, p. 538.

« ... C'est à tort que l'appelant Peyroux prétend que la lettre par lui adressée à Fernande Bruchard le 3 décembre, où il lui donne des conseils pour son accouchement procède de la pensée de venir en aide à une amie se trouvant dans une situation difficile. En effet, il dit expressément : « Pour moi je ne voudrais pas que mes parents sachent tout et surtout ma mère ».

La Cour estime « qu'il est difficile d'avouer plus clairement qu'il est responsable de cette grossesse ».

On mesure la distance franchie depuis les premiers arrêts immédiatement postérieurs au vote de la loi. On constate, ainsi, comment par la théorie de l'aveu implicite la jurisprudence fut amenée à retenir comme non-équivoques des aveux incertains et ne se suffisant pas à eux-mêmes, puisqu'ils ne prenaient une valeur réelle que rapprochés des autres circonstances de la cause.

La même remarque au sujet d'une évolution semblable peut être faite notamment dans deux cas particuliers d'aveux implicites : les promesses d'entretien et les conseils d'avortement.

§ 3. — *Les promesses d'entretien*

M. Planiol, un des premiers, estima qu'une telle promesse, si elle ne peut justifier l'application du § 5 de l'art. 340 puisqu'il n'y a pas eu entretien effectif de l'enfant devait du moins rentrer dans le cadre du § 3, en qualité d'aveu non équivoque.

Son opinion fut adoptée par la jurisprudence contemporaine.

T. C. Seine, 24 octobre 1913 précité. *D.* 1914-2-98.

C. de Douai, 8 décembre 1913. *G. Pal.* 1914, 1, 132.

T. C. Mayenne, 9 janvier 1914. *G. Trib.*, 2 juin 1920.

Paris, 14 mai 1920. *Gaz. Trib.*, 2 juin 1920.

Lyon, 26 octobre 1923. *G. Pal.*, 1924, 1, 78.

Dunkerque, 20 janvier 1914, précité. *Gaz. Pal.* 1914, 1, 343.

Et, en effet, lorsqu'un amant écrit qu'il participera à l'entretien de l'enfant il eut été bien sévère de ne pas admettre qu'il reconnaissait par là implicitement sa responsabilité dans la grossesse.

Cependant, on ne songera à voir dans un tel écrit un aveu de paternité que s'il s'agit d'un ancien amant de la mère. Donc, l'aveu ne se suffit pas à lui-même. Il est équivoque tant que d'autres faits extrinsèques à la lettre qui le contient ne viennent pas en préciser le sens. Il y a plus. Promettre de prendre part à l'entretien n'équivaut pas même, émanant d'un ancien amant de la mère un aveu certain de paternité. Il suffit qu'un homme ait des raisons de croire à sa paternité, tout en ayant aussi des raisons d'en douter, pour qu'il veuille contribuer à l'entretien de l'enfant qui peut être son fils ; le même homme ne consentirait pas à se reconnaître comme le père.

Il est donc impossible de considérer la promesse d'entretien comme étant par elle-même un aveu non équivoque de paternité.

§ 4. — *Les conseils d'avortement.*

Ces critiques conservent toute leur valeur en ce qui concerne les conseils d'avortement. Cette question qui a donné lieu à de nombreuses décisions de jurisprudence se présente sensiblement de la même façon que la question précédente.

Le conseil d'avortement, en effet, inopérant au point de vue de l'action en recherche de paternité s'il émane par exemple, d'un médocastre, ou d'une officine pharmaceutique, apparaît sous un tout autre aspect s'il vient d'un amant récent de la mère. En ce cas il indique chez ce dernier tout au moins la conscience d'une paternité possible. Et, dans telle ou telle circonstance, il pourra même prouver la conscience d'une paternité certaine. Dans l'ensemble de faits que constituent le conseil d'avortement et les

« Il résulte des motifs d'un jugement de 1907 (établies-circonstances qui l'entourent, les Tribunaux voient alors l'aveu non équivoque.

En ce sens les arrêts suivants :

C. de Paris, 14 mai 1920. *G. Trib.*, 2 juin 1920.

T. C. Dijon, 15 janv. 1923. *Rec. Dijon*, 1923, 10.

T. C. Havre, 24 février 1923. *G. Trib.*, 14 octobre 1923.

C de Caen, 20 avril 1925. *Rec. Caen* 1925, 143.

Paris, 1^{er} mai 1920. *S.* 1927, 2, 72.

« Pour s'exposer librement aux peines portées contre tout complice d'avortement un amant doit avoir le sentiment profond de sa responsabilité dans la grossesse qu'il cherche à faire disparaître. »

Bordeaux, 7 mars 1927. *D.* 1927, 2, 83.

Lettre renfermant l'aveu non équivoque :

« Je fais mes vœux pour que ton bobo disparaisse ; au plus tôt, mais sait-on jamais la date à laquelle il sera mûr. Tiens-moi au courant. »

« Cette lettre ne peut s'analyser que comme une reconnaissance tacite mais très nette de sa responsabilité dans l'état de sa maîtresse. »

L'arrêt ajoute cette phrase curieuse :

« ... De même qu'il est inadmissible, s'il n'eut pas accepté sa paternité qu'il ait terminé sa lettre par cette formule affectueuse : « ... Je t'embrasse un million de fois. »

Il n'est pas besoin d'insister sur l'excessive indulgence de cet arrêt.

Mais d'ailleurs, considérer le conseil d'avortement comme pouvant constituer un aveu non équivoque de paternité conduit à s'écarter beaucoup des intentions de la loi de 1912. Pour les auteurs de celle-ci, l'aveu écrit non équivoque de l'art. 340 et l'aveu par acte authentique de l'art. 334 correspondent, nous l'avons vu, à une même notion. Or, qui songerait à voir une reconnaissance d'enfant naturel au sens de l'art. 334 dans une simple promesse d'aliment ou dans un conseil d'avortement affirmé par acte authentique.

Négligerait-on cette objection, le conseil d'avortement n'en resterait pas moins un aveu équivoque, ne se suffisant pas à lui-même.

Telle est aussi l'opinion de la Cour de Caen, 10 mars 1924. *Rec. Caen*, 1924, 143.

« Les termes dont se sert Leroutier sont à n'en pas douter des conseils d'avortement... On doit présumer que les recommandations ne sont par lui données que parce qu'il se considère comme l'auteur de la grossesse. »

Mais la loi ne se contente point de présomptions, elle exige un aveu non équivoque. Les dispositions de l'art. 340 sont exceptionnelles et doivent être strictement interprétées.

Or, il est impossible de voir dans les termes ci-dessus rapportés l'aveu non équivoque exigé. »

Moins attachés à la lettre du texte, préoccupés davantage du côté pratique, deux arrêts récents s'efforcent de démontrer avec des arguments différents que dans tous les cas le conseil d'avortement (même complété par des éléments qui lui sont extérieurs) reste toujours équivoque.

T. C. Tarbes, 12 décembre 1927. *S.* 1928, 2, 31.

« .. Les interprétations de la psychologie amoureuse sont dangereuses et difficiles parce qu'elle peut varier à l'infini suivant les sujets. Il n'est pas impossible de trouver au conseil dont s'agit d'autres mobiles, et de concevoir notamment qu'il ait été donné dans un but unique d'égoïsme et de sensualité, par un amant attaché à sa maîtresse et désireux avant tout d'écarter les causes qui pourraient l'éloigner de lui ou la rendre moins agréable. »

Le conseil d'avortement donné par D. à sa maîtresse semble susceptible de plusieurs interprétations. Il n'apparaît pas en tous cas, en raison surtout de l'âge du défendeur à peine sorti de la minorité comme de nature à constituer l'aveu non équivoque de paternité. »

La Cour de Toulouse, 8 juillet 1929. *G. P.* 1929, 2, 636, dit à son tour :

« Il est contraire à l'esprit de la loi de 1912 de trouver dans de simples conseils d'avortement l'aveu non équivoque exigé.

Car, le juge sait mieux que quiconque le développement inquiétant qu'a pris dans ces dernières années, la propagande anti-conceptionnelle dont les adeptes parais-

sent toujours plus nombreux. Il ne doit pas ignorer que dans les diverses classes de la société les manœuvres abordivives se pratiquent fréquemment et que la répression de ces infractions est très difficile eu égard aux conditions dans lesquelles elles sont commises ; qu'ainsi s'expliquent les conseils d'avortement si souvent rencontrés dans les correspondances d'amant à maîtresse sans que l'amant se reconnaisse responsable de la grossesse.

En l'espèce le Tribunal devait décider avec d'autant plus de circonspection que Pince n'était âgé que de 18 ans. Or, à cet âge en pareille matière on écrit plutôt avec les sens qu'avec la raison. »

Dans les deux espèces précédentes, le jeune âge des défendeurs fut, il est vrai un élément de plus en leur faveur mais les arrêts sont motivés de telle sorte que même en l'absence de ce facteur, les décisions des deux juridictions auraient été identiques.

Ces solutions peuvent paraître très rigoureuses ; elles n'en sont pas moins, à notre avis, exactes et conformes à l'esprit de la loi.

En résumé, l'interprétation du § 3 de l'art. 340 a donné naissance en jurisprudence à deux systèmes distincts.

L'un n'admet comme aveu de paternité pouvant autoriser l'action que celui qui se présente avec les caractères précisés dans le texte légal, non équivoque, c'est-à-dire catégoriques et se suffisant à lui-même.

(V. formule analogue dans : Colmar, 1^{er} mars 1927 précité).

Quelques décisions sont même trop sévères :

T. C. Loire-Inférieure, 31 décembre 1929. *Sem. jur.*, 6 avri 1930.

« L'absence d'équivoque de l'aveu écrit est apprécié par le Tribunal.

L'expression « notre petite Jeannine » contenue dans une lettre du père prétendu, est insuffisante pour qu'il soit possible d'y trouver un aveu non équivoque de paternité. »

Certains tribunaux, au contraire, et ils sont peut-être la majorité admettent difficilement qu'un homme qu'il y a des raisons de considérer comme le père puisse s'appuyer sur les vestiges de l'ancienne impunité légale pour échapper à ses obligations. Et ils s'emparent de toutes les maladresses, de toutes les fautes de l'amant, pour en faire un tout cohérent, dans lequel ils voient l'aveu non équivoque exigé par la loi.

§ 5. — *Pouvoir d'appréciation des juges et tendance de la jurisprudence actuelle*

Cette divergence est entretenue par le souverain pouvoir d'appréciation que non sans un extrême libéralisme la Cour de Cassation laisse au juge du fond sous la condition de ne pas dénaturer les écrits du père prétendu.

En ce sens :

D. 1923, 1, 57.

Req., 10 janvier 1923. S. 1923. Bull. des Somm., 5.

D. 1925, 1, 124.

D. H. 1925, 430.

Il ressort également des décisions suivantes que la Cour de Cassation se réserve en outre le droit de contrôler le caractère écrit de l'aveu et le point de savoir s'il émane du père.

Req., 17 octobre 1922. D. 1923, 1, 57.

Arrêt attaqué. Alger, 3 janvier 1922.

« La question de savoir s'il résulte des écrits du préten-

du père un aveu non équivoque de paternité est une question de fait résolue souverainement par les juges de fond. »

Civile, 3 décembre 1924. *D.* 1926, p. 124.

« Le juge du fait décide souverainement que d'un écrit versé aux débats ne résulte pas l'aveu non équivoque exigé par la loi. »

Ceci d'ailleurs ne peut être discuté.

Req., 13 mai 1925, *D. H.* 1925, 430.

R. c/ Mlle L.

D'après le pourvoi, l'arrêt attaqué (Cour de Nancy, 16 mai 1924) fondé sur décision sur un aveu non équivoque contenu dans une lettre de R. du 15 septembre 1921 ; alors que d'une part, la lettre ne faisant pas allusion à la paternité imputée à R., les juges du fond n'ont pu lui attribuer la valeur d'un aveu que par une véritable *dénaturation* et que, d'autre part, la Cour a négligé de constater que la preuve de la paternité résulte des circonstances de la cause.

« Mais attendu que dans cette lettre adressée à Mlle L., R. reconnaît qu'il a un devoir et ajoute qu'il a demandé les papiers nécessaires pour le mariage », la Cour déclare que R. reconnaît de façon manifeste sa paternité et que sa conduite ne saurait être expliquée autrement.

Ainsi l'arrêt dont l'*appréciation* est souveraine a légalement justifié sa décision.

Nous avons voulu mettre à part à cause de son importance un arrêt récent qui se réfère, spécialement aux deux points précédemment traités : les conseils d'avortement envisagés comme aveu non équivoque, et le pouvoir d'appréciation des projets des juges du fond.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 7 mars 1927 (précité), fut cassé par la Cour de Cassation.

Ch. Civ., 8 février 1930. *G. Pal.*, 25 avril 1930.

Voici quels étaient les motifs du pourvoi :

1^{er} moyen. — Alors que la Cour d'Appel était saisie d'une action à déclaration judiciaire de paternité, basée exclusivement sur une séduction par promesse de mariage, a décidé, en l'absence de conclusions de Mlle R. sur ce point que l'action de la demanderesse trouvait une cause dans l'aveu non équivoque du défendeur, alors que l'aveu non équivoque de paternité prévu par l'art. 340 constitue une cause distincte de la séduction par promesse de mariage et qu'il est interdit aux juges du fond de modifier d'office la cause de la demande dont ils sont saisis.

2^e moyen. — Contradiction de motifs, en ce que l'arrêt attaque, après avoir déclaré que l'aveu non équivoque de paternité ne peut ressortir que d'un écrit du prétendu père qui se suffit à lui-même, a néanmoins déduit un aveu de l'exposant de simples présomptions appuyées d'un commencement de preuve, ce qui est contraire aux prescriptions du texte ci-dessous visé, ainsi qu'au principe proclamé par la Cour d'Appel elle-même, et alors en tous cas, que les juges de fond ont arbitrairement dénaturé l'écrit dont ils ont fait état. »

Sur les deux moyens réunis

Arrêt (après délibération en Chambre du Conseil).

Attendu que les juges du fond ne peuvent statuer en dehors des limites des conclusions dont ils sont saisis, qu'il appartient à la Cour de Cassation de vérifier les termes du litige d'après les conclusions déposées et de restituer à

celles-ci leur véritable portée si les juges du fond l'ont dénaturée ;

Attendu d'autre part, que l'aveu écrit du père, ne rend possible la déclaration judiciaire de paternité qu'à la condition d'être non équivoque ; d'où il suit qu'il est indispensable que l'écrit contienne une **déclaration** précise, se suffisant à elle-même et dont l'aveu du père se **déduise** d'une manière nécessaire, que les juges du fond, bien qu'ils possèdent un pouvoir d'appréciation souverain quant à la question de savoir si d'un écrit du père résulte un aveu non équivoque de paternité, encourent la censure de la Cour de Cassation quand ils dénaturent l'écrit à eux soumis.

Attendu que la Dlle R. a introduit contre le sieur L. une action en reconnaissance de paternité naturelle au profit d'une enfant reconnue par elle le 25 février 1925 ; que l'arrêt attaqué a déclaré la paternité de L. en donnant pour base à la décision le 3^e de l'art. 340 et l'existence d'un aveu non équivoque de paternité résultant d'un écrit privé de L... alors qu'il appert des qualités de l'arrêt, malgré l'affirmation contraire dudit arrêt que la Dlle R. dans ses conclusions, a donné pour base à son action aussi bien en appel qu'en 1^{re} instance le 2^e de l'art. 340 et le fait d'une séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives ; d'où résulte que la Cour d'Appel a statué en dehors des limites des conclusions.

Attendu d'autre part, que la Dlle R. a déclaré dans ses conclusions que les lettres de L. par elles produites, ne contiennent pas un aveu se suffisant à lui-même ; qu'elle les a produites comme constituant le commencement de preuve par écrit exigé par l'art. 340-2^e, en offrant de compléter ce commencement de preuve par des témoignages et présomptions.

Attendu que la Cour d'Appel, en décidant qu'une des lettres de L. contient l'aveu non équivoque prévu par 340-3° ne fait pas résulter l'aveu des seuls termes de la lettre envisagée, mais d'un ensemble de circonstances qui rapprochées de la lettre établiraient que L. savait être le père de l'enfant, d'où résulte que l'aveu ne pouvait être considéré comme se suffisant à lui-même.

L'arrêt attaqué en dénaturant ainsi les conclusions des parties et l'écrit dont il a fait la base de sa décision a appliqué d'une manière inexacte et par suite violé l'art. visé ci-dessus.

Si l'on se reporte à l'arrêt attaqué. Bordeaux, 7 mars 1927.

On constate que la phrase dans laquelle la Cour d'Appel a vu un aveu non équivoque est ainsi libellée : « Je fais des vœux pour que ton bobo disparaisse. Mais sait-on jamais la date à laquelle il sera mûr. Tiens-moi au courant. » La Cour ajoute : « Il n'est pas dénié que ce passage visait l'état de grossesse de la Dlle R. qui n'était que la réponse à une lettre de la maîtresse, arrivée le jour même et expressément visée, dans celle de L. ; il résulte de cette lettre que L. savait l'état de Mlle R., s'intéressait à la disparition de la grossesse et désirait être tenu au courant il annonçait enfin l'envoi d'une somme d'argent... Cette lettre n'a aucun sens si elle ne signifie pas l'accord des parties pour supprimer la grossesse et l'assistance de L. pour atteindre ce but ; il en est tellement ainsi que L. se garde de produire la lettre de la Dlle R. qui avait provoqué la sienne et dont le contenu serait particulièrement suggestif ; d'autre part, les termes conventionnels et les précautions de langage employées par lui n'en démontrent que mieux sa parfaite complicité dans l'entreprise ; le concours sciemment prêté par L. aux

projets arrêtés en commun ne peut s'analyser que comme une reconnaissance tacite mais très nette de sa responsabilité dans l'état de sa maîtresse ; on ne concevrait pas, sans cela, qu'il eut prêté sa collaboration et se fut intéressé.

Pour la Cour de Bordeaux, le conseil d'avortement relevé dans la correspondance de L. à la Dlle R. constitue un aveu non équivoque.

Il est donc intéressant de rechercher si la Cour de Cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel parce qu'elle désapprouvait cette formule. On ne peut l'affirmer d'une façon certaine. La Cour suprême ne dit pas expressément que l'arrêt attaqué encourt la cassation pour avoir considéré un conseil d'avortement comme un aveu non équivoque.

Par conséquent, la question de la valeur du conseil d'avortement en tant qu'aveu écrit de paternité peut être encore discutée en jurisprudence. Mais il est bien certain que l'arrêt de la Chambre Civile cité ci-dessus apporte un appui considérable à la thèse restrictive.

Par deux fois l'arrêt proclame la nécessité d'un aveu se suffisant à lui-même. Or nous avons vu que le conseil d'avortement ne prend une certaine valeur, que rapproché des autres circonstances de la cause (v. p. 67 et 69).

Mais on ne peut tirer de cet arrêt des conclusions décisives, car les déductions de la Cour de Bordeaux renfermaient, il faut l'avouer, une grande part d'hypothèses et la Cour de Cassation semble bien avoir entendu rédiger un arrêt d'espèce et non un arrêt de principes.

Sur le deuxième point au contraire, relatif au souverain pouvoir d'appréciation des juges du fond ; la Cour de Cassation revient en partie sur sa propre jurisprudence.

Jusqu'à présent elle laissait entièrement, nous l'avons

vu, aux Tribunaux le soin d'apprécier le caractère équivoque ou non de l'aveu. Elle reprend aujourd'hui la même formule, mais avec quelque restriction. En se réservant le droit de contrôler si les juges du fond ont ou non dénaturé les termes de l'écrit, renfermant l'aveu non équivoque, la Cour de Cassation garde ainsi un droit de regard, qui lui permettra seulement de casser les décisions qui s'écarteraient par trop, de façon trop évidente, des intentions du législateur.

On a cependant l'impression que cet arrêt est conçu dans un sens plus restrictif que ceux qui l'ont précédé, réagissant ainsi contre l'indulgence de certains arrêts récents. Cette impression s'accroît encore si l'on compare l'arrêt de 1930 de la Chambre Civile avec l'arrêt précité de la Chambre des Requêtes du 13 mai 1925. Dans cette dernière espèce, l'aveu relevé par la Cour de Nancy était pour le moins aussi équivoque que celui relevé par la Cour de Bordeaux, le pourvoi invoquait également la dénaturation des termes de l'écrit et cependant la Chambre des Requêtes a conclu au rejet du pourvoi.

Faut-il voir dans l'arrêt de 1930 l'ébauche d'un mouvement de retour en arrière, vers des solutions un peu plus rigoureuses ?

On peut le supposer.

L'arrêt précité T. C. Loire-Inférieure semble le confirmer.

CHAPITRE III

Concubinage notoire

L'art 340, al. 4 s'exprime ainsi : « ... (la recherche de la paternité est autorisée) dans le cas où le père prétendu et la mère ont vécu en état de concubinage notoire pendant la période légale de la conception) ».

SECTION I

Fondement

Fondement de cette disposition. — M. Barthou dans un discours qu'il prononça au cours des travaux préparatoires, il était alors garde des Sceaux, à la séance du 10 juin 1910, voit dans le concubinage notoire un aveu de paternité qu'il range avec l'aveu écrit non équivoque et la participation à l'entretien de l'enfant dans une même catégorie comme appartenant à un même ordre d'idée. Cette interprétation paraît difficile à admettre et n'est pas généralement admise.

Au contraire, l'idée directrice qui sert de base au § 4 de l'art. 340 est toute différente de celles qui président aux autres cas de recevabilité de l'action. « Elle consiste à reconnaître dans certaines unions illégitimes, particulièrement stables et affichées, de véritables succédanés du mariage, et à leur appliquer par suite rabaissée à la taille de ces unions, la règle « *pater is est quem nuptiæ demonstrant* ».

Et cette règle « *pater is est* » repose elle-même sur deux ordres d'idées : d'une part la femme légitime et réputée fidèle à son mari ; d'autre part le mari accepté tacitement pour siens les enfants à naître pendant le mariage ; même en cas d'infidélité avérée de la mère, les enfants n'en restent pas moins légitimes, si le père ne les désarme pas, c'est-à-dire s'il ne détruit pas l'acceptation tacite de paternité

Ces deux ordres d'idées se retrouvent, à un degré inférieur il est vrai, dans certaines unions hors mariage, et ce sont ceux qui vont nous permettre de dégager les traits distinctifs du concubinage notoire.

SECTION II

Traits distinctifs du concubinage notoire

1° Alors que dans le mariage, la présomption « *pater is est* » repose sur le devoir de fidélité de l'épouse, son application hors mariage, à la recevabilité de la recherche de paternité, repose non sur un devoir mais sur un engagement durable de fidélité chez la maîtresse. Cet engage-

ment, tacite en général réel est un des éléments essentiels du concubinage ainsi compris.

2°. — Mais il faut en outre un deuxième élément qui donne au concubinage toute sa valeur, en manifestant l'acception tacite de paternité que l'amant lui aussi a cru devoir donner, et ce deuxième élément, c'est la notoriété. l'amant est présumé accepter tacitement, mais publiquement, les conséquences de cette liaison (v. p. 1), c'est-à-dire la paternité de l'enfant à naître.

Et l'on n'est pas éloigné de voir là un aveu tacite de paternité, aveu tacite dont la notoriété peut seule, non seulement dégager mais encore prouver l'existence.

Les relations sexuelles (insuffisantes en elles-mêmes pour ouvrir l'action) permettent, selon les caractères qu'elles présentent, de déceler ou non l'existence de ces deux éléments.

La difficulté consiste à savoir quand ils existent réellement. Il appartient aux tribunaux de le rechercher d'après les caractères de la liaison et les circonstances qui l'entourent ; et pour cela il n'y a pas de règle fixe. Lorsque les indices leur paraîtront suffisants pour rendre vraisemblable l'existence d'un engagement durable de fidélité chez la femme, il y aura concubinage. Si ce concubinage remplit les conditions de publicité en outre exigées, pour que l'acceptation par l'amant d'une paternité possible puisse être supposée, il donne ouverture à l'action.

§ 1. — Cette idée primordiale n'a pas été dégagée tout de suite par la jurisprudence qui a discuté longtemps le sens de l'expression « concubinage notoire ». Impliquait-elle la nécessité d'une existence commune, d'un faux ménage ; pouvait-elle s'entendre de relations ayant existé

entre la mère et le père prétendu encore bien qu'ils aient l'un et l'autre mené une existence séparée.

La question n'avait pas été résolue par les travaux préparatoires. M. Guillier paraît n'avoir point cessé de croire la communauté d'habitation indispensable au concubinage. Mais M. Violette, rapporteur à la Chambre, a fermement soutenu la thèse contraire. La jurisprudence s'est nettement divisée :

Un certain nombre d'arrêts se fondant sur le caractère exceptionnel du nouvel art. 340 et sur les limites étroites dans lesquelles il avait entendu enfermer l'action en recherche de paternité, avaient conclu que les mots « en état de concubinage notoire » devaient être entendus dans un sens strict et ne pouvaient s'appliquer qu'au cas où la mère de l'enfant et le défendeur avaient vécu maritalement ensemble au temps de la conception de l'enfant.

T. C. Auxerre, 1^{er} avril 1914. Droit, 1^{er} mai 1914.

« Par concubinage notoire, il faut entendre une communauté de vie et d'habitation caractérisée, des rapports continus et constants, un ménage irrégulier suivant l'expression consacrée. »

Dans le même sens :

Cour de Nancy, 3 janvier 1914. *D.* 1920, 2, 93.

Cour de Bordeaux, 20 novembre 1916. *D.* 1920, 2, 89.

T. C. Dijon, 10 juin 1929. *Rec. Dijon* 1929, n° 97.

On ne saurait admettre qu'il y a concubinage notoire au sens de l'art. 340-4 s'il n'y a pas entre les soi-disants concubins « une communauté d'existence qui, par sa stabilité, sa durée et les conditions sous lesquelles elles se révélaient journellement aux yeux du public, leur permettaient ensuite dans leurs rapports continus et constants revêtant les apparences d'une union légitime, de se présenter et d'agir comme s'ils étaient mariés. »

« Tel n'est pas le cas lorsqu'un amant abandonne momentanément sa chambre, même à des intervalles réguliers ; pour aller passer la nuit auprès de sa maîtresse. »

Il y a là une exagération certaine. Peu importe en effet qu'il n'y ait pas habitation commune, si l'engagement de fidélité de la femme et l'acceptation de l'amant peut être dégagée au moyen d'autres indices suffisamment probants.

D'ailleurs, si l'on se reporte à la lettre du texte, on constate que le terme « concubinage » à la différence du mot « cohabitation » auquel il a été substitué par l'amendement Richard n'implique pas nécessairement la communauté d'habitation .

Toutefois, si celle-ci n'est en aucun cas nécessaire, elle n'en reste pas moins une des circonstances de fait les plus susceptibles de faire présumer chez la femme l'existence d'un engagement durable de fidélité, caractéristique du concubinage notoire tel que nous l'avons défini :

Douai, 17 mars 1924. *G. Pal.* 1924, 2, 115.

Paris, 22 novembre 1927. *G. Trib.*, 5 janvier 1928.

A partir de 1918, la jurisprudence admit donc, que des relations suivies et assidues suffiraient pour la recevabilité de la demande sans qu'il fut nécessaire que vint s'y joindre l'existence commune.

Nancy, 28 novembre 1918. *G. Pal.* 1918, 1, 541.

Cass. Civ., 7 février 1922. *S.* 1922, 1, 221.

La période de méfiance engendrée par la loi nouvelle une fois écoulée, la jurisprudence tend en effet à donner au texte légal une interprétation plus libérale.

Il n'y a pas ainsi opposition de deux jurisprudences mais une évolution, identique à celle déjà observée en matière d'aveu non équivoque.

Parmi les différents arrêts que nous allons examiner, les uns font une allusion expresse à l'engagement de fidé-

lité pris par la maîtresse ; les autres n'en parlent pas, soit qu'ils s'y réfèrent implicitement, soit au contraire que cette idée primordiale leur ait échappé. Mais, dans tous les cas et pratiquement c'est le point important, les circonstances de fait retenues dans les différentes espèces, les caractères de ces liaisons, permettent de conclure à l'existence probable d'un tel engagement.

§ 2. — De ces indices sérieux d'un engagement pris, certains trouvent de fréquentes applications. Tels sont :

1) *L'imitation du mariage.*

Cass. Req., 30 avril 1918. *D.* 1919, 1, 21.

« ... Leurs relations certaines constituaient un concubinage incontestable ayant même les apparences d'une union légitime. »

Montpellier, 4 décembre 1922. *G. Pal.* 1923, 363.

« Le concubinage notoire n'implique pas la cohabitation constante de l'homme et de la femme ; cette expression peut s'appliquer aux situations où la maîtresse vit en dehors du domicile de son amant, si du moins la fréquence, la notoriété et la fidélité des rapports créent entre eux un état de choses analogue à l'union conjugale.

Il en est ainsi en l'espèce.

Georges M., que son négoce astreignait à de fréquents déplacements, après s'être successivement retrouvé avec la dame E. dans plusieurs villes, l'a, d'après les pièces produites, installée dans un appartement meublé, en 1917 à Paris, en 1918 à Marseille où l'enfant est né. Il y a eu là un vrai domicile commun où M., lorsque ses affaires lui en laissaient le loisir où l'amenaient à Marseille, venait cohabiter avec la dame E. et vivre ostensiblement en ménage avec elle.

Cette intimité qui s'affichait publiquement n'était ignorée ni des membres de sa famille (y compris ses parents qui ne s'en inquiétaient pas) ni des employés de la maison de commerce. »

Cet arrêt fut confirmé par :

Civ., 12 mai 1925. *D.* 1925, 1, 124.

Et dans le même sens :

Req., 10 novembre 1924. *D.* 1925, 1, 124.

Req., 21 décembre 1920. *D.* 1921, 1, 55.

De même :

Paris, 15 juin 1927. *G. Trib.*, 15 octobre 1927.

T. c/ Dlle P.

« ... T. n'a pas craint dans certaines circonstances de faire passer la Dlle P. pour sa femme ; il lui a même écrit... sous le nom de Mme T. ; et dans ses rapports avec la famille de sa maîtresse il s'est comporté de la même manière que s'il eût été le mari de la Dlle P.

De l'imitation du mariage on peut rappeler un autre indice qui présente avec lui de nombreux points communs, c'est :

2) La Compénétration des familles.

Lorsque les familles des amants connaissent et acceptent leur liaison, l'engagement de fidélité de la femme apparaît assez vraisemblable. Mais surtout l'acceptation tacite par l'amant des conséquences de la liaison est manifeste. C'est une sorte d'engagement qu'il prend, non seulement vis-à-vis de sa maîtresse mais encore vis-à-vis de la famille de celle-ci ou de la sienne propre. Et ceci lui donne une grande force. Il n'est donc pas exagéré de voir là un concubinage notoire :

T. C. Havre, 27 février 1930. *G. Trib.* 1922, 2, 414.

Dlle P. c/ hérit. G.

G. écrit à la dame P., mère : « Ne m'avez-vous pas donné la main de votre fille. » Il l'appelle « bonne-maman » (lettre du 26 octobre et 30 décembre 1914), les sœurs de sa maîtresse sont ses « belles-sœurs », sa maîtresse « son épouse chérie » (6 décembre 1914). La liaison était connue et acceptée des deux familles et des amis, au point que la famille G. recevait et accueillait l'enfant auquel Jacques G. (frère du père prétendu) envoyait une carte « mon cher neveu », signé : « Ton oncle Jacques » :

De même :

Montpellier, 4 décembre 1922. *G. Pal.* 1923, 1, 363.

Civ., 12 mai 1925. *D.* 1925, 1, 24.

T. C. Dijon, 29 juin 1925. *G. Pal.* 1925, 2, 533.

Paris, 15 juin 1927. *G. Trib.*, 15 octobre 1927.

Paris, 22 octobre 1927. *G. Trib.*, 5 janvier 1928.

L'analogie avec le mariage légitime va en décroissant. Déjà le prochain indice s'en écarte davantage :

3) *La continuité et la stabilité des relations.*

T. C. Havre, 27 février 1920. *G. Trib.* 1922, 2, 414.

« Le concubinage est constitué par des relations intimes prolongées pendant un temps suffisant pour n'avoir pas le caractère d'un fait isolé et accidentel ; il suppose l'habitude ou tout au moins la fréquence des relations ; sans impliquer le mariage, il constitue un état stable et la fusion de deux existences. »

Cour de Paris, 15 juin 1927, précité.

« ... Les rapports des deux amants ont été continus et réguliers. »

Cass. Req., 12 janvier 1921. *D.* 1922, 1, 36.

« ... Ces relations continues et stables ont bien le caractère d'un concubinage notoire au sens de l'art. 340. »

Cass. Req., 31 mai 1929. *D. H.* 1929, 364.

« ... Estaque, qui habitait la maison des époux Lherbet a entretenu avec leur fille des relations intimes et stables. »

Ce dernier indice beaucoup plus imprécis que les précédents est, de ce fait, celui qui motive le plus fréquemment les demandes en recherche de paternité basées sur le concubinage notoire.

Dans quelques décisions on rencontre l'expression suivante :

4) *La fusion de deux existences.*

Il en est fait mention dans les arrêts suivants :

T. C. Belfort, 23 décembre 1913. *D.* 1914, 2, 99.

T. C. Havre, 27 février 1920. *G. Trib.* 1920, 2, 414.

T. C. Havre, 4 mars 1922. *G. Trib.* 1922, 2, 696.

C'est là une expression un peu emphatique. Si rarement obtenue dans le mariage légitime, la fusion des existences est encore moins complète hors mariage. On ne peut donc prendre ces mots dans leur sens littéral.

Il faut en retenir simplement que le concubinage notoire implique une intimité beaucoup plus profonde que l'union passagère, et tout ce qui marque la communauté matérielle et morale des existences peut concourir à le faire présumer.

5) *Autres indices.*

Enfin, on a voulu voir un autre indice du même ordre dans l'absolue confiance de l'amant dans la fidélité de sa maîtresse.

T. C. Dijon, 29 juin 1925. *G. Pal.* 1925, 2, 533.

L'énumération de ces différents indices n'est pas limitative. Nous avons passé en revue ceux qui ont fait l'objet de décisions de jurisprudence, mais il se peut que d'autres se révèlent par la suite, et d'égale force probante.

Il était intéressant de rappeler les décisions de jurisprudence, parce qu'en cette matière, étant donné l'imprécision du texte légal, le rôle des Tribunaux fut et continue à être très important. Leur évolution méritait d'être mise en lumière.

Ils se sont trouvés en effet, en présence d'une notion, le concubinage notoire, que le législateur avait négligé de définir. Il leur appartenait de le faire. Lentement, le critérium du concubinage notoire, fondé sur l'idée d'un engagement de fidélité pris par la mère et l'acceptation tacite par l'amant des conséquences de la liaison s'élabora. Il apporta certes quelque précision, mais le rôle des tribunaux restait identique, leur pouvoir d'appréciation demeurait aussi grand.

Ils en usèrent avec modération, tout en élargissant dans une certaine mesure le champ de l'action en recherche de paternité.

Chargés d'appliquer la loi dans des circonstances fort délicates, ils ont su faire en utilisant d'une façon plus ou moins marquée le critérium assez imprécis dont ils disposaient, une équitable discrimination entre les actions soumises à leur appréciation. Ils ont accueilli celles des jeunes femmes qui, malgré une union irrégulière avec un homme de condition sociale ou d'habitudes parfois différentes, ont continué à mener une vie décente soit dans leur famille, soit à l'atelier. Ce sont celles-là qu'il y avait lieu de protéger, parce que fort souvent elles ne peuvent

rapporter la preuve difficile d'une séduction dolosive, et que abandonnées avant la naissance de l'enfant elles ne peuvent alléguer aucun aveu écrit de paternité, ni participation à l'entretien de l'enfant.

Au contraire, la jurisprudence s'est énergiquement refusée à considérer comme concubinage notoire au sens de l'art. 340, § 4, et cela même avant toute allégation d'infidélité de la mère, les liaisons où le *respect réciproque* et *l'engagement moral de fidélité* ne trouvent aucune place.

Ceci est démontré par les arrêts suivants :

Nîmes, 9 janvier 1922. *G. Pal.* 1922, 1, 260.

T. C. Seine, 6 février 1918. *G. Trib.* 1918, 2, 245.

« ... Au cours de leurs relations (la dlle R) dénoncées par une lettre anonyme dut reconnaître avoir trompé B. avec un pharmacien. Quand elle fut délaissée, elle ne vit devant elle d'autre carrière que celle de la galanterie. De son côté, B. n'ignorant pas qu'elle l'avait trompé continua à avoir avec elle les mêmes relations. Ainsi précisée, la communauté d'existence dont se prévaut la dlle R. ne réunit pas les conditions matérielles et morales exigées par l'art. 340. Non seulement elle n'a pas été assez complète, ou assez publique pour permettre à l'amant d'exercer une surveillance utile sur la conduite de sa maîtresse ou de montrer la confiance que celle-ci lui inspirait, mais encore, elle ne comportait, *ni d'une part ni de l'autre*, le souci d'une fidélité seule susceptible de fonder une *promesse sérieuse de paternité*. »

Paris, 9 décembre 1921, précité.

Les relations intimes bien que suivies et non contestées sont déclarées insuffisantes pour servir de base à l'action :

« Le concubinage notoire suppose une certaine communauté d'existence permettant de *présumer la fidélité*.

de la femme qui prétend que l'enfant a pour père celui dont elle a partagé la vie. »

T. C. Havre, 4 mars 1922. *G. Trib.* 1922, 2, 696.

Sur une offre de preuve :

« ... Il faut que la fréquence des relations constitue un état stable et une fusion d'existence permettant d'affirmer que bien que l'amant et la maîtresse aient vécu séparément *la fidélité* de la femme ne pouvait être soupçonnée en présence de ses origines, de son passé irréprochable et de ses habitudes attestant une conduite régulière et l'exclusivité de ses relations. Les faits articulés, s'ils étaient démontrés ne réuniraient donc pas les conditions matérielles et morales qui caractérisent le concubinage notoire. »

Nancy, 31 mai 1922. *G. Pal.* 1922, 2, 165.

« Le concubinage, union irrégulière d'un homme et d'une femme suppose que cette dernière s'est imposée pendant tout le temps que dureront leurs relations, *le devoir de fidélité ; cette promesse non formulée dans un contrat solennel s'exprime et se manifeste par le genre de vie de la femme ;* dans le cas de cohabitation elle résulte en fait de ce que les deux amants ont associé leur vie et de ce que leur existence se rapproche de celle des deux époux ; lorsque par suite de circonstances particulières, telles que la différence de situation sociale ou le désir de ne pas heurter les sentiments de leur famille, les amants ont convenu de ne pas cohabiter, il faut du moins qu'il soit certain pour qu'il y ait concubinage, que la femme ait adopté un moyen d'existence qui pour la durée de leurs relations ne lui laisse pas la pleine disposition de sa personne et permette de présumer que l'engagement de fidélité volontairement accepté n'a pas été violé. »

Bordeaux, 2 novembre 1927. *G. Pal.* 1928, 1, 109.

« Le concubinage doit pour être pris en considération comporter un genre de vie créant une *apparence de fidélité* de la part de la concubine. L'examen de la correspondance ne permet pas de déceler dans les relations des deux amants la dignité et la sécurité qui doivent caractériser le concubinage exigé par la loi. »

On remarque, qu'à l'exception du jugement du T. C. Seine, 6 février 1918 précité, toutes les autres décisions précisent qu'elles rejettent l'action non pas en vertu de leur pouvoir discrétionnaire d'appréciation, mais bien parce que le trait distinctif du concubinage notoire, fait défaut.

SECTION III

Le concubinage doit être notoire

Le concubinage tel que nous l'avons défini ne suffit pas à rendre l'action recevable ; il faut encore qu'il soit notoire, c'est-à-dire que les relations, aussi bien que la promesse de fidélité soient publiques, connues sinon de tout le monde, du moins de l'ensemble du public.

M. Wahl critique cette exigence :

« Le concubinage doit être notoire, c'est-à-dire connu des voisins. On se demande pourquoi. Plus, au contraire, la vie commune est discrète et reste ignorée, plus il est à supposer que la femme a gardé vis-à-vis de son concubin la fidélité qui seule peut justifier les présomptions de paternité. D'autre part, la notoriété implique des difficultés de preuve. Comment établira-t-on que le public connais-

sait le concubinage ? Il faudra recourir aux témoignages des domestiques, des fournisseurs, à des enquêtes de police. C'est un scandale bien superflu. »

Et en effet, on ne peut s'empêcher de constater le manque de logique du législateur, qui refusant, par peur du scandale, de rendre libre la recherche de paternité, ouvre toute grande la preuve par témoins du concubinage, c'est-à-dire du fait qui rend scandaleuse cette paternité.

On a vu (page 71), quel avait été le but à la fin en exigeant la notoriété et combien elle dépendait logiquement du fondement qui avait été donné au 4^e cas de recevabilité de l'action.

En outre, la notoriété, qui suppose un certain affichage, donne seule du prix à la promesse de fidélité de la femme, publiquement engagée. Elle permet, en outre, à l'amant un contrôle plus facile.

Voir sur ce point : Nîmes, 9 janvier 1922 précité.

Le texte de la loi étant formel, la nécessité de la notoriété du concubinage n'a jamais été discutée en jurisprudence. Cette notoriété doit porter, à la fois, sur les relations sexuelles du père prétendu et de la mère et sur la promesse de fidélité de la femme qui fait la valeur juridique de ces relations. Naturellement les indices qui peuvent suffire au juge pour présumer une promesse implicite peuvent également suffire au public ; si ces indices sont notoires, la notoriété du concubinage se démontrera en même temps, et par les mêmes moyens que ce concubinage lui-même. Et c'est ce qui se produit en pratique.

La dissimulation des relations sexuelles suffit pour empêcher la recevabilité de la demande :

Paris, 15 mars 1916. *D.* 1917, 2, 118, et :

Toulouse, 9 décembre 1925. *S.* 1925, 2, 118.

Camy-Palou c/ Dlle Poeydebasque

« ... Le concubinage notoire fait présumer durant la période légale de la conception, entre la mère de l'enfant et le père prétendu une communauté d'existence publiquement avérée, une association *ouvertement acceptée*.

Dès lors, le concubinage notoire ne doit pas être considéré comme établi alors qu'il ressort uniquement des témoignages recueillis dans l'enquête, d'une part que la demanderesse « passait » pour la maîtresse du défendeur et qu'on disait que ce dernier « entretenait » l'enfant, et d'autre part, que sa famille logeait sous le même toit que Palou dans un corps de bâtiment lui appartenant et que, si leurs logements respectifs avaient des portes d'entrée distinctes, cependant ils communiquaient par une porte dissimulée au premier étage par laquelle passait Palou pour se rendre dans la chambre de Jeanne Poeydebasque. Il ne résulte pas de ces faits que le défendeur traitait la demanderesse maritalement, mais bien au contraire qu'en admettant l'existence d'une liaison entre eux, ils ne lui ont jamais donné les apparences d'un ménage régulier, l'un et l'autre ayant pris soin en toutes circonstances de la dissimuler, en sorte que leurs relations n'impliquaient ni le lit commun, ni la cohabitation dans une entière intimité stable, avérée, connue de tous. »

SECTION IV

Date du concubinage

A quelle date le concubinage doit-il avoir existé ?

Le texte légal le précise : « pendant la période légale

de la conception ». C'est la période de l'art. 312 qui va du 300^e au 180^e jour avant la naissance.

Civ., 8 décembre 1926. *D. H.* 1927, 69.

L'arrêt attaqué déclare que Lucien H. et Clémence D. ont vécu en état de concubinage notoire du 9 juillet 1919 au 11 mars 1920.

L'enfant est né le 2 avril 1920.

« Il résulte de ces constatations de fait que la période légale de conception n'a pris fin que le 5 octobre 1919. Néanmoins, l'arrêt a repoussé la demande en déclaration judiciaire de paternité naturelle fondée sur l'état de concubinage notoire pour l'unique motif que la période légale de conception a couru seulement du 5 juin au 9 juillet.

Or, dans le cas prévu par les art. 312 et 340, la période légale de conception est celle qui a couru entre le 300^e et le 180^e jour avant la naissance de l'enfant.

Pour ces motifs Casse. »

L'arrêt veut-il dire par là que la présomption de l'art. 312 est irréfragable même dans son application à la recherche de la paternité naturelle ? Ne pourrait-on la renverser par une expertise ? Le texte de cet arrêt permet d'en douter.

Dans le même sens :

Req., 24 avril 1928. *S.* 1928, 1, 287.

« L'arrêt attaqué (Nancy, 13 février 1926), constate que si Dillon et la dame Perrot ont vécu en concubinage, il n'est pas établi que ces relations aient commencé avant le 4 décembre 1906, c'est-à-dire plus de 180 jours avant la naissance de l'enfant, ni que ces relations eussent été notoire. »

SECTION V

Durée du concubinage notoire

Il eût été logique d'exiger qu'il se fut prolongé pendant toute la durée de la période légale de la conception. Les travaux préparatoires, ni le texte de la loi ne semblent pourtant l'ordonner.

Et le jugement ci-après nous en dévoile le motif :

T. C. Tunis, 10 mars 1914. *G. Pal.* 1914, 1, 617.

« Il n'est pas nécessaire que le concubinage notoire ait existé pendant toute la durée de la période légale de la conception ; il suffit qu'ils aient vécu de la sorte pendant une partie de cette période ; s'il en était autrement, il serait aisé au père de se soustraire à l'application de la loi dans un grand nombre de cas, notamment en délaissant la femme dès les premiers symptômes de la grossesse. Cette interprétation serait en contradiction avec les travaux préparatoires et spécialement le rapport de M. Viollette à la Chambre. »

Ce qui est confirmé par la Cour de Cassation :

Req., 21 décembre 1920. *D.* 1921, 1, 55.

« L'art. 340 n'exige pas que l'état de concubinage notoire ait persisté pendant toute la période légale de conception.

Il laisse au juge du fait, une fois constatée l'existence du concubinage durant cette période le soin d'apprécier si ce concubinage a eu une durée suffisante, jointe aux autres circonstances de la cause pour justifier la demande. Or, en l'espèce pendant la période de conception Ollivier et sa maîtresse vivaient comme mari et femme au vu et au su de tout le monde. » (v. *supra*, page 75).

Et enfin :

Req., 10 novembre 1924. *D.* 1925, 1, 124.

« ... Une fois constaté qu'il y a eu cohabitation pendant la période légale de la conception, c'est au juge du fond qu'il appartient de décider si cette cohabitation a eu une durée suffisante pour justifier la demande. »

Ce point est donc parfaitement établi.

L'impression générale qui se dégage en définitive de l'examen de ces longues suites d'arrêts c'est qu'en dépit de la grande latitude laissée aux Tribunaux par la Cour de Cassation, la jurisprudence, en matière de concubinage notoire, et à la différence de ce que nous avons pu observer en ce qui concerne l'aveu écrit, présente une certaine et incontestable unité.

CHAPITRE IV

Participation du père à l'entretien de l'enfant

SECTION I

Fondement

La recherche de la paternité est autorisée, dit l'art. 340, al. 5 « dans le cas où le père prétendu a participé à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en qualité de père ».

La jurisprudence antérieure à 1912 dans les mêmes circonstances accordait des dommages-intérêts à la fille séduite, et elle était si solidement établie qu'elle s'imposait au législateur comme une des conditions de recevabilité de la loi nouvelle. C'est pourquoi, son fondement ne paraît pas avoir extrêmement préoccupé les auteurs de la loi.

On peut toutefois le rattacher à deux idées générales bien différentes.

En premier lieu la participation du père à l'entretien de l'enfant constituerait pour ce dernier une possession d'état incomplète. Des trois éléments de la possession d'état : *nomen*, *tractatus* et *fama*, le *tractatus* seul serait retenu. Cette opinion est vraisemblablement celle des rédacteurs du texte. En effet, le projet de la Commission du Sénat voulait que l'enfant portât également le nom du prétendu père. La possession d'état était ainsi presque parfaite. « Les soins, les secours, les subsides donnés à l'enfant ne seraient pas suffisants. Ils ne permettraient pas de distinguer si celui qui les a fournis a eu simplement le désir de faire à l'enfant des libéralités que justifieraient l'affection vouée à la mère et l'influence exercée par elle, ou si au contraire, il est entré dans ses intentions de le traiter en père de famille et de resserrer les liens du sang qui l'unissent à lui. Ce fait en lui-même ne serait pas pertinent. Mais, le nom rapproché des soins et des dons peut dissiper toute équivoque. »

A la première délibération il n'y eut aucune discussion sur ce point. Mais au cours de la seconde délibération, M. Béranger fit remarquer qu'il était désirable d'attacher la présomption de paternité au fait par un homme de pourvoir aux frais de l'enfant en avouant sa paternité sans lui laisser porter son nom. Le changement fut effectué sans difficultés : « la qualité de père » remplaça le « nom ».

Cette simple modification allait transformer le caractère de l'al. 5 de l'art. 340. En effet, dire que l'homme participe à l'entretien de l'enfant en qualité de père, c'est reconnaître par cela même qu'il a avoué implicitement ou non la paternité. Et ainsi la participation visée par la loi, ne serait qu'une forme de l'aveu de paternité ou plus exactement sa confirmation.

L'étude du fondement de ce 5° cas de recevabilité de l'action n'est pas sans intérêt, puisque selon que l'on se référera à l'une ou l'autre des idées directrices indiquées les termes « entretien et éducation » de l'enfant prendront un sens un peu différent.

SECTION II

Que faut-il entendre par entretien et éducation

Si l'on admet en cette matière l'idée d'une possession d'état ayant appartenu à l'enfant naturel il faudra dire que, ce que la loi désire, ce n'est pas tant un ou deux faits isolés de subsides fournis par le père naturel, qu'un état de choses durable, caractérisé par des subsides fournis de temps en temps et attestant la volonté persistante du père de contribuer à l'entretien de l'enfant. Les subsides ne valent pas en eux-mêmes, mais seulement comme signe de ce fait que le père entend toujours continuer à se comporter comme tel. Et en ce sens on peut citer :

T. C. Sens, 13 novembre 1913. *G. Pal.* 1914, 1, 420.

« ... Le législateur a entendu par là, une véritable possession d'état... impliquant la périodicité et la régularité des versements effectués. »

Même formule dans :

Lyon, 26 octobre 1923. *G. Pal.* 1924, 1, 78, qui en l'espèce considère comme insuffisants « deux envois d'argent en un an et quelques paquets ».

La jurisprudence actuelle, comme la doctrine, semble s'être ralliée à la thèse de l'aveu tacite. Elle devrait donc se montrer plus large. Les subsides n'intervenant que pour confirmer l'aveu, le caractère de périodicité n'apparaît pas indispensable. La jurisprudence a cependant peu varié depuis 1913.

Colmar, 3 janvier 1930. *Rev. Als.-Lor.*, février 1930.

Dlle Bausser c/ Hamman

« Quelle qu'ait été la signification (aveu tacite ou élément d'une possession d'état) attachée par le législateur aux actes d'entretien et d'éducation, il sait de doctrine et de jurisprudence constantes que les subsides ou les soins fournis à l'enfant ne peuvent être pris en considération que s'ils ont été réguliers et non isolés ou intermittents.

Dès lors, fût-elle établie par le témoignage invoqué la remise par Hamman à la dame Frohm de deux sommes d'argent destinées au petit Bausser et d'ailleurs semble-t-il minimes (10 francs) ne saurait être considérée comme des actes d'entretien de nature à faire admettre la paternité du défendeur. »

Arrêt analogue :

C. de Paris, 15 mars 1916. *Loi* 8 mars 1917.

Montpellier, 14 avril 1930. *Mon. Midi*, 15 juin 1930.

« Une paternité ne peut être déclarée si l'entretien de l'enfant par le père prétendu n'est pas établi par des faits péremptoires. »

Il résulte de là que s'il n'est pas nécessaire que le père prétendu ait subvenu entièrement aux besoins de l'enfant, il faut tout au moins qu'il y ait contribué avec régularité et dans une assez forte proportion.

Ainsi, le versement d'une rente jusqu'à la majorité de

l'enfant est considéré comme remplissant ces conditions :

Poitiers, 24 janvier 1916. *Loi* 8 mars 1917.

Cass. Civile, 27 mars 1918. *D.* 1919, 1, 21.

« X... s'engagea même à lui verser (à la demanderesse) pendant la minorité de sa fille, une rente annuelle de 400 francs témoignant ainsi de sa sollicitude pour cette enfant personnellement. »

Cept. contra : T. C. Dunkerque, 24 janvier 1914. *G. P.* 1914, 1, 143.

De même : une *donation* de 15.000 francs en *nue-propriété*.

T. C. Tours, 15 janvier 1914. *Loi* 12 juin 1914.

De même enfin : une *donation* de 2.000 francs faite à la mère pour l'entretien de l'enfant :

Req., 15 février 1926. *S.* 1926, 1, 171.

Req., 3 août 1927, *S.* 1927, 1, 381.

Voir aussi :

T. C. Lyon, 5 juin 1913. *G. Pal.* 1913, 2, 299.

SECTION III

Les subsides doivent être fournis

« en qualité de père »

Paris, 25 février 1921. *G. Trib.*, 17 juillet 1921.

Nous avons vu dans quelles conditions cette addition était intervenue. Le motif qui l'a provoquée est facile à comprendre.

Le T. C. de Sens précité, le développe ainsi :

« ... Il ne suffit pas qu'on ait donné des soins, des secours, des subsides à un enfant pour qu'il en résulte nécessairement une reconnaissance implicite de paternité.

Il peut se faire en effet, que ces libéralités s'expliquent soit par un sentiment de générosité envers l'enfant, soit par l'attachement voué à la mère en souvenir d'affectueuses relations avec une ancienne maîtresse.

De même, si des versements d'argent ont été effectués soit par crainte de scandale, soit par le désir de se débarrasser d'insupportables importunités, ils doivent être déclarés comme inopérants au point de vue de la recherche de paternité. »

Cette dernière hypothèse est la seule qui se présente pratiquement et l'exigence de la loi permet dans ces cas nombre de décisions de rejet :

C. F. T. C. Sens, précité.

Caen, 8 juillet 1914. *D.* 1918, 2, 89.

Mais il est particulièrement rigoureux de repousser pour ce motif une action en déclaration de paternité alors que le défendeur a versé à la mère de la demanderesse une rente de 1.500 francs qui devait être servie jusqu'à la majorité de l'enfant.

T. C. Dunkerque, 29 janvier 1914, précité. *G. Pal.* 1914, 1, 343 précité.

Un arrêt plus curieux :

Toulouse, 3 juin 1918. *Loi* 23 août 1918, exige :

« Que l'intention d'agir en qualité de père ne soit pas douteuse et se manifeste par l'autorisation donnée à l'enfant de porter le nom de celui qui l'élève ou subvient à ses besoins. L'envoi même régulier de subsides ne suffit pas à créer cette possession d'état spéciale. »

L'arrêt devait en être resté à la première délibération du projet de loi devant le Sénat.

SECTION IV

La participation à l'entretien de l'enfant doit être effective

Une simple promesse d'entretien serait insuffisante pour remplir les conditions de l'art. 340, al. 5. Et nous avons pu voir que la jurisprudence considérait de telles promesses comme un aveu non équivoque de paternité au sens de l'al. 3. Et ceci démontre les rapports de plus en plus étroits que la jurisprudence contemporaine arrive à établir entre ces deux cas de recevabilité, l'un tendant à absorber l'autre.

Il suffira de se reporter en cette matière aux développements existants au chapitre de l'aveu écrit.

SECTION V

La preuve de l'entretien peut être faite par tous moyens

On retrouve ici le caractère que lui avait imprimé l'ancienne jurisprudence. Cette solution qui s'imposait n'avait pas été cependant nettement exprimée jusqu'à l'arrêt récent :

Req., 3 août 1927. S. 1927, 1, 361.

« ... Sans qu'il puisse lui être fait grief (à l'arrêt attaqué) de s'être fondé uniquement sur les déclarations ver-

bales du père rapportées par témoins, alors que d'après le § 3 de l'art. 340 l'aveu du père ne peut résulter que d'un écrit émanant de lui. »

L'arrêt fait bien la distinction entre le § 3 et le § 5. La fourniture de subsides s'ajoutant à un aveu verbal de paternité, constitue un cas d'admissibilité distinct visé par le § 5 de l'art. 340 et non soumis aux exigences de la preuve littérale.

CONCLUSIONS

Appréciation critique de la loi

Il ne fallait pas s'attendre à ce que la loi du 16 novembre 1912 réalisât tous les espoirs que mettaient en elle ses promoteurs. D'ailleurs, elle ne paraît pas l'avoir fait. Pour qu'une loi de cette nature puisse avoir sur les mœurs une influence quelconque, il faut à tout le moins que son domaine d'application soit extrêmement vaste. Comment une loi pourrait-elle faciliter une réforme sociale si elle ne s'applique, et c'est le cas de la loi de 1912, que presque exceptionnellement. L'erreur de ses auteurs fut, comme nous le disions au début de cette étude, d'attribuer à la filiation naturelle constatée judiciairement les mêmes effets qu'à celle résultant d'une reconnaissance émanée du père. Il y a entre les effets d'une action et ses conditions d'ouverture un équilibre constant, une invariable proportion. Plus les effets sont grands, plus les cas d'admissibilité sont strictement limités et rigoureusement interprétés. C'est ce qui s'est produit en cette matière, il ne pouvait en être autrement.

Cependant, la situation des filles-mères qui supportent seules la charge de l'enfant, avec le plus souvent des ressources insuffisantes pour les faire vivre l'un et l'autre, est assez douloureuse. Ce que réclame la femme, c'est un

secours, un subside qui lui permette d'élever l'enfant. Il est pénible d'être obligé le plus souvent de le lui refuser.

Il y a quelques mois à peine, nous exposions devant la 1^{re} Chambre du Tribunal Civil de la Seine cette histoire banale de la fille séduite et abandonnée, trop pauvre pour continuer à nourrir l'enfant qui reste à sa charge. Et les magistrats, qui entendent chaque jour les mêmes récits, songeaient pourtant comme nous-mêmes, que du sort de cette instance dépendait peut-être le sort de l'enfant. Sa demande repoussée, la mère découragée le confierait à l'Assistance publique. Et là il grandirait, gardant au fond du cœur la nostalgie du foyer qu'il a connu si peu, assez tout de même, pour regretter toujours d'en avoir été exclu.

D'autre part, comment oserait-on imposer à un homme, contre sa volonté, un enfant qui portera son nom, sera son fils aux yeux de tous, deviendra son héritier réservataire, sans avoir l'absolue certitude que cet homme en est bien le père. A tout instant, ce dilemme se pose. N'y a-t-il aucun remède à une telle situation ?

La proposition Sembat

Il est curieux de constater qu'avant même le vote de la loi, dès sa discussion à l'état de projet, ces inconvénients n'avaient pas échappés à certains auteurs. Beaucoup d'entre eux estimaient en effet, « qu'il est bon d'imposer au père l'obligation de pourvoir à l'entretien de son enfant, sans qu'il soit utile d'attribuer à celui-ci les prérogatives, et aussi lui imposer les devoirs, résultant d'un lien légal de filiation naturelle. (M. de la Morançière. Notes parlementaires. Rev. Trim. Dr. Civ. 1910).

Ce système avait inspiré une proposition de loi, la proposition Sembat, déposée à la Chambre le 2 juillet 1905 mais qui n'eût jamais les honneurs de la discussion.

La proposition Sembat ne prévoyait pas de cas déterminés dans lesquels, et dans lesquels seulement l'action en recherche de la paternité pût être permise. Elle se contentait pour établir la paternité « de présomptions graves, précises et concordantes ». Il y avait là quelque chose de singulièrement hardi.

Mais, d'autre part la proposition Sembat n'attribuait pour effet à la paternité établie que la création d'une obligation pécuniaire à la charge du père, obligation analogue par ses effets, mais différente par son fondement, de celle que la jurisprudence antérieure à 1912 mettait à la charge du séducteur. Car il s'agissait non plus de la réparation fondée sur l'idée de faute, d'un dommage causé à la mère, mais bien d'une obligation alimentaire née du fait même de la paternité entre le père et l'enfant.

Elle n'établissait donc pas de lien de famille véritable entre le père et l'enfant. Grâce à la proposition Sembat, présentée au nom du parti socialiste, on retrouvait ainsi la tradition de notre ancien Droit et plus exactement du Droit Canonique.

Avec M. de la Morandière, « nous jugeons regrettable que le Sénat ait écarté sans le discuter, sans même avoir l'air d'en soupçonner l'intérêt, le système de la paternité purement alimentaire. »

C'est lui qui a inspiré la plupart des autres législations. La loi belge notamment combine de la façon la plus heureuse les deux idées, de limitation des cas dans lesquels la recherche est permise, et de restrictions des effets de cette recherche à de simples prestations pécuniaires.

Extension de l'action délictuelle

En l'état actuel de notre législation, les Tribunaux pourraient, semble-t-il, sans qu'il soit besoin de modifier le texte légal, pallier à ces inconvénients. Il leur suffirait pour cela d'encourager dans une large mesure, au détriment de l'action délictuelle en réparation du préjudice causé. Celle-ci existe encore mais joue un rôle effacé.

On peut déplorer cet état de choses. L'application bien comprise de ces deux actions eût permis aux Tribunaux de faire une juste discrimination entre les cas qui leur étaient soumis. Lorsque la paternité du défendeur aurait été avérée, la loi de 1912 jouait avec toutes ses conséquences, si la paternité avait été seulement très probable, on se bornait à accorder à la mère des dommages-intérêts.

Si souhaitable que puisse être une évolution en ce sens de la jurisprudence, nous n'y croyons pas.

Nous avons trouvé en Alsace-Lorraine, le système de la paternité purement alimentaire qui est le système allemand. Il fonctionnait depuis de longues années, on avait apprécié ses avantages. Et cependant, on l'a remplacé en 1924 par le système de notre Code Civil. Celui-ci semble donc bien éloigné de disparaître et il est douteux que la réforme du Code Civil qui est actuellement à l'ordre du jour ait une heureuse répercussion sur le texte de la loi du 16 novembre 1912.

Vu le Président :
J. DE LA MORANDIÈRE.

Vu : le Doyen :
BERTHÉLÉMY.

Vu et Permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français. 5^e édition, revue par Martin, Paris. Godde. éd. 1922.
- BAUDRU-LACAUTINERIE ET HOUGUES-FOURCADE. — Traité théorique et pratique de droit civil. — Les personnes, T. I II III IV V, 3^e édition. 1907-1908. Paris, Sirey.
- BRUN. — La recherche de paternité. — Commentaire théorique et pratique de la loi du 16 novembre 1912. Paris-Godde, 1913.
- CHEVALIER. — La recherche de la paternité naturelle en droit français. Thèse Poitiers, 1917-170 p.
- COLIN ET CAPITAUT. — Cours élémentaire de droit civil français, 4^e édition, 1925. Paris-Dalloz.
- DUCHESNE. — La recherche de la paternité. Thèse Lyon, 1914-230 p.
- LAVOLLÉE. — Code manuel de la recherche de la paternité. — Commentaire de la loi du 16 novembre 1912, Pichon et Durand Auzias, 1913.
- LHOSPIED. — Etude sur la recherche de la paternité en droit comparé. Thèse Paris 1914, 919 p. Rousseau éditeur.
- LOCRE. — La législation civile et commerciale de la France, 31 vol, 1827-1832, Paris, Durand.
- PLANIOL ET RIPERT. — Paris, Pichon et Durand, Auzias.
- SAVATIER. — I Les ressources, 1926.
- ROUART. — II, La famille, 1926.
- VIGIE. — Commentaire de la loi du 16 novembre 1912. — Les nouvelles 1913 p. 2.
- WAHL. — La recherche de la paternité d'après la loi du 16 novembre 1912.

Revue trimestrielle de droit civil, 1913, p. 5.

Dalloz périodique.

D. H. Dalloz hebdomadaire.

D. J. G. Dalloz jurisprudence générale répertoire.

G. Pal. Gazette du Palais.

G. trib. Gazette des tribunaux.

G. Trib. Midi Gazette des tribunaux du Midi.

L. Nouv. Lois Nouvelles.

Mon. Jud. Midi. Moniteur judiciaire du Midi.

Recueil Caen.

Recueil Douai.

Recueil Dijon.

Revue d'Alsace-Lorraine.

Moniteur judiciaire de Lyon.

Revue pratique de droit français.

Revue trimestrielle de droit civil.

S. Sirey.

Sirey. Lois annotées.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Evolution de la jurisprudence. — Dans quel état d'esprit fut élaborée la loi de 1912. — Texte de la loi du 16 novembre 1912. — La loi nouvelle rapprochée de l'action accordée antérieurement par la jurisprudence.	
CHAPITRE PREMIER. — Séduction dolosive	15
Section I. — Fondement	15
Section II. — Les manœuvres dolosives	18
§ 1. — En quoi consistent les manœuvres dolosives	18
§ 2. — Nécessité d'un lien de causalité entre les manœuvres dolosives et les relations intimes	24
§ 3. — Caractère volontairement mensonger des promesses	27
§ 4. — Séduction par manœuvres dolosives quelconques	27
§ 5. — Personnalité de la femme	28
Section III. — Le commencement de preuve par écrit	29
§ 1. — Sa nécessité	37
§ 2. — Date de l'écrit	37
§ 3. — Quelles énonciations doit renfermer le commencement de preuve par écrit ..	38
§ 4. — Différentes sortes d'écrits	44
CHAPITRE II. — L'aveu écrit	53
Section I. — Fondement	53
Section II.	
§ 1. — Objet de l'aveu exigé	56
§ 2. — Caractères de l'aveu	58

§ 3.— Les promesses d'entretien	70
§ 4.— Les conseils d'avortement	71
§ 5.— Pouvoir d'appréciation des juges et ten- dances de la jurisprudence actuelle ..	75
CHAPITRE III. — Concubinage notoire	83
Section I. — Fondement	83
Section II. — Traits distinctifs du concubinage notoire.	84
§ 1.— Par concubinage, faut-il entendre coha- bitation ?	85
§ 2.— Différents indices permettant de carac- tériser le concubinage	88
I. — L'imitation du mariage	88
II. — La compénétration des familles	89
III. — La continuité et la stabilité des relations.	90
IV. — La fusion de deux existences	91
V. — Autres indices	91
Section III. — Le concubinage doit être notoire	95
Section IV. — Date du concubinage	97
Section V. — Durée du concubinage notoire	99
CHAPITRE IV. — Participation du père à l'entretien de l'en- fant	101
Section I. — Fondement	101
Section II. — Que faut-il entendre par entretien et éducation	103
Section III. — Les subsides doivent être fournis « en qualité de père »	105
Section IV. — La participation à l'entretien de l'enfant doit être effective	107
Section V. — La preuve de l'entretien peut être faite par tous moyens	107
CONCLUSION	109
BIBLIOGRAPHIE	113

